

SHS regards



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

N° 15 / décembre 2006-février 2007

Le magazine du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO

SOMMAIRE

P. 4 BIOÉTHIQUE GEObs met en ligne les législations de 8 pays • La propriété intellectuelle : un sujet sensible • Le CIV se réunira en Afrique en 2007 / **P. 5-9 DROITS HUMAINS** Le réseau contre le racisme s'étend • SIDA : regarder la réalité en face • Qu'est ce que le féminisme musulman ? • Promotion des droits humains dans les médias : une série de 7 films produits par l'UNESCO / **P. 22-31 TRANSFORMATIONS SOCIALES** Migrations : des musées pour bâtir l'avenir • Propositions de l'UNESCO en 2007 • Réunion des réseaux de connaissances de la diaspora • Le programme MOST en Europe : vers une société pour tous les âges • Conférence à Beijing pour une réhabilitation humaine des villes • Développement : pas d'UNESCO, sans ses chaires • « Grandir en ville » au Kenya • L'intégration régionale : un défi pour les pays d'Afrique. Création d'un Forum d'intellectuels pour la Corne de l'Afrique • Succès du 5^e Forum mondial du Sport • Convention contre le dopage : 3 pays doivent encore signer / **P. 31 PUBLICATIONS** / **P. 32 INFOS ET AGENDA**



ENTRETIEN p.10-11

Alain Caillé :

« Le monde est en parcelles,
les sciences sociales aussi »

ÉTHIQUE p.3

1^{re} réunion de la COMEST
en Afrique

DOSSIER p.12 à 21

La bataille
de la paix

Un meilleur monde est possible

Qu'on le veuille ou non, chaque changement d'année est l'occasion d'un bilan. Suivant l'humeur, on se félicite de ce que l'on a accompli, ou, au contraire, on regrette ce que l'on n'a pu faire, ou ce qui n'a pas fonctionné. Dans tous les cas, on se projette déjà en avant, car une année qui s'ouvre est forcément une promesse de renouveau.

Ainsi, l'an dernier à la même époque, le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO pouvait se féliciter de l'adoption par la Conférence générale de l'UNESCO de la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme. Un nouveau pas venait d'être franchi par la communauté internationale pour mettre les progrès scientifiques et techniques davantage au service des êtres humains, et notamment au service des plus vulnérables d'entre eux.

Depuis, les mois ont filé. Une année s'est écoulée. Sur tous les continents, de très nombreux pays se sont engagés à porter cet instrument qu'ils ont eux-mêmes contribué à forger en se préoccupant sans doute plus qu'avant des enjeux émergents de l'éthique.

Accès de tous à la santé, lutte contre les discriminations, développement urbain, combat contre la pauvreté, égalité des genres, migrations internationales... Chaque jour, chaque semaine, chaque mois de l'année, des défis nouveaux se posent, de nouvelles urgences s'imposent, face auxquels des réponses doivent constamment être réinventées. Car le monde bouge. Tout le temps. Ce mouvement, les sciences sociales et humaines sont aussi là pour le capter, aider à mieux regarder le monde tel qu'il est et à anticiper sur celui qu'il deviendra.

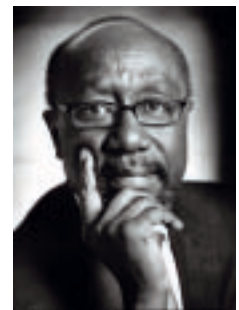
Parce que l'anticipation des risques et des menaces, par la recherche, l'action normative et la promotion des droits humains, est la raison d'être du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO, nous nous étions promis, en 2006, d'oser inventer.

C'est ce que nous avons fait en organisant, au mois de février, le 1^{er} Forum international sur les interfaces entre les sciences et les politiques sociales dans quatre villes d'Argentine et d'Uruguay. À l'initiative de l'UNESCO, un nouvel espace de dialogue, de partage d'expériences, et de construction collective entre les acteurs des sciences sociales et ceux qui élaborent et mettent en œuvre les politiques publiques, a été créé.

En 2007, le chemin ouvert continuera d'être exploré. Dès le mois de janvier, une nouvelle étape sera marquée par la tenue d'une Conférence internationale en marge du Forum social mondial de Nairobi, au Kenya. Puis des forums régionaux se tiendront en Amérique latine, en Afrique, en Asie et, pour la première fois, dans le Monde arabe. Là, des hommes et des femmes issus de la recherche et de la politique s'efforceront, ensemble, d'aiguiser ce nouvel outil qui entend contribuer concrètement à transformer le monde en un meilleur monde possible.

D'ores et déjà, je tiens à les en remercier. Chacun et chacune dans son identité, chacune et chacun avec ses spécificités, participera ainsi au renouveau de ce que, en octobre 1994, la 44^e session de la Conférence internationale pour l'éducation qui se tenait à Genève avait défini comme la culture de la paix : « un processus caractérisé par le développement social non-violent lié à la justice, aux droits de l'homme, à la démocratie et au développement, qui ne peut s'édifier que par la participation des individus à tous les niveaux. »

Souhaitons qu'en 2007 nous soyons toujours plus nombreux à travailler mieux ensemble à l'édification d'un monde de paix. ¶



© DR

Pierre Sané
Sous-Directeur général
pour les sciences sociales
et humaines

Afin de protéger l'environnement, *SHS Regards* est imprimé sur du papier recyclé.



SHS Regards est le nouveau nom de la *SHS Newsletter*. Ce bulletin d'information trimestriel présente divers aspects de l'action menée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans le domaine des sciences sociales et humaines. Il est également disponible sous forme électronique (www.unesco.org/shs). Les articles peuvent être reproduits à condition qu'ils soient accompagnés de la mention « reproduit de *SHS Regards* » en précisant la date, le numéro et, le cas échéant, le nom de l'auteur de l'article. © UNESCO, 2006. ISSN 1819-9704.

Directeur de publication : Pierre Sané. **Rédactrice en chef :** Cathy Bruno-Capvert. **Comité de rédaction :** Mimouna Abderrahmane, Khaled Abu-Hijeh, Caroline Bacquet, Kristina Balalovska, Maria Boavida, Diana Body-Lawson, Séverine Calza, Santiago Castro, John Crowley, Irakli Khodeli, Claudia Maresia, Jun Morohashi, Antoine Pécoud, Simone Porges, Petra Van Vucht Tijssen, Rosemary Wiltshire-Romero. **Conception graphique et réalisation :** Atelier Takavoïr + Anne Drezner. **Illustrations :** Emmanuel Labard. **Impression :** UNESCO, 2006.

Dans un monde soumis à des mutations fondamentales, la mission de « conscience » des Nations Unies, dévolue à l'UNESCO depuis sa création, apparaît plus importante que jamais. Comptant parmi les cinq programmes prioritaires de l'UNESCO, **le Programme sur l'Éthique des sciences et de la technologie, mis en œuvre par le Secteur des sciences sociales et humaines (SHS) de l'Organisation, vise à guider les progrès des sciences de la vie et le développement technologique par une réflexion éthique** qui tient compte du patrimoine culturel, juridique, philosophique et religieux des diverses communautés humaines. Par l'action normative, la sensibilisation, et le renforcement des capacités de ses États membres, l'UNESCO s'efforce ainsi de remplir son mandat d'organisation internationale « chef de file » des problèmes éthiques.

1^{re} réunion de la COMEST en Afrique

Pour la première fois depuis sa création en 1998, la Commission mondiale de l'éthique des connaissances scientifiques et des technologies devait se réunir sur le continent africain, à l'occasion de sa 5^e session organisée à Dakar (Sénégal), du 6 au 9 décembre 2006.

Après la Norvège (1999), l'Allemagne (2001), le Brésil (2003) et la Thaïlande (2005), c'est au Sénégal que devait se tenir, début décembre 2006, la 5^e session de la Commission mondiale de l'éthique des connaissances scientifiques et des technologies (COMEST).

En se réunissant pour la première fois sur le continent africain, ce Forum intellectuel pour l'anticipation des risques créé par l'UNESCO offrait ainsi une excellente opportunité de débattre des enjeux éthiques soulevés par les progrès des sciences et des technologies dans une région du monde confrontées à d'importants défis économiques et sociaux. Et ce, au moment où le Réseau des organisations scientifiques des pays en développement (RWNSO) et les ministres de la Science et de la Technologie du Groupe 77 viennent d'approuver la création d'un Consortium de la Science, de la Technologie et de l'Innovation des pays du Sud (COSTIS), ayant notamment pour but de promouvoir la coopération scientifique et technologique Sud-Sud et Nord-Sud.

Un contexte historique

Organisée en partenariat avec le ministère de la Recherche scientifique du Sénégal, la 5^e session de la COMEST intervenait donc dans un contexte historique favorisant l'essor des sciences et des technologies dans les pays en développement, et devait déboucher sur la mise en

Veiller à l'application des textes

Lors de sa 175^e session, le Conseil exécutif de l'UNESCO a invité le Directeur général de l'Organisation à prendre les mesures appropriées pour que soit évaluée la mise en œuvre de

la « Recommandation sur la condition des chercheurs scientifiques » (1974) et des aspects éthiques de la « Déclaration sur la science et l'utilisation du savoir scientifique » (1999),

afin d'encourager une meilleure utilisation de ces dernières par les États membres de l'UNESCO. Ces deux textes sont disponibles sur le site www.unesco.org ¶



© Indymedia Nantes

Aucune des questions éthiques posées sur le continent ne sera évincée, y compris celle des déchets toxiques.

place d'un réseau régional d'experts et d'une plate-forme pour le développement de ses activités futures dans toute l'Afrique.

Aucune des questions éthiques posées sur le continent ne devait être évincée, y compris celle du scandale des déchets toxiques déversés par tonnes en Afrique. Parmi les thèmes de discussion à l'ordre du jour se trouvaient, en effet, un projet de Conseil d'orientation sur l'éthique de l'environnement relatif à ce sujet, ainsi que d'autres sujets essentiels, tels l'enseignement de l'éthique et de la bioéthique, la consultation régionale sur l'éthique des sciences et la responsabilité des scientifiques, ou encore la dimension éthique entre biodiversité, organismes génétiquement modifiés (OGM) et biotechnologie.

Précédée par un Forum des jeunes chercheurs sur « la responsabilité sociale des scientifiques en Afrique » qui devait aborder l'émigration des jeunes scientifiques vers les pays développés, cette session de la COMEST, présidée par le Président du Sénégal Abdoulaye Wade, devait également être le cadre d'une réunion des ministres de la Sciences et de la Technologie de la CEDEAO leur permettant de débattre de « l'intégration de l'éthique des sciences et des technologies dans les politiques publiques africaines » et de proclamer « La Déclaration de Dakar sur l'Éthique de la Science et de la Technologie » afin de lancer un vaste débat international. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Carrie Marias, c.marias@unesco.org, tél. : +221 849 23 04
 Site web : www.unesco.org/shs/est/comest5

Bioéthique : GEObs met en ligne les législations en vigueur dans 8 pays

Dans son effort pour renforcer l'utilité de l'Observatoire mondial d'éthique (GEObs), le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO mettra en ligne, début 2007, une quatrième base de données sur les législations et directives en vigueur à travers le monde en matière d'éthique.

Un an après le lancement du système GEObs qui constitue une plate-forme de partage des ressources mondiales relatives à l'éthique accessible librement sur internet, une quatrième base de données fournira, dès le début 2007, un outil comparatif et éducatif des législations et directives en vigueur à travers le monde pour tous les pays qui essayent de développer des instruments juridiques similaires.

Dans un premier temps, seules les données concernant l'Arabie saoudite, l'Australie, le Brésil, le Canada, l'Éthiopie, la Hongrie, le Japon et la Jordanie seront consultables, car pour alimenter avec rigueur le système GEObs, l'UNESCO a choisi de travailler par étapes. Ainsi, en décembre 2005,

une première réunion de juristes spécialisés a établi un cadre méthodologique pour la collecte des données et identifié le premier groupe de pays à étudier, ainsi que les experts à associer à ce travail. Puis, en septembre 2006, des membres du premier comité se sont réunis avec les experts des 8 pays sélectionnés pour passer en revue les différents matériaux soumis à cette date et affiner le cadre méthodologique.

Les résultats de leur recherche ont été compilés sous 5 thèmes (recherche médicale avec les êtres humains ; accès aux soins et aux médicaments essentiels ; consultation génétique ; protection des générations futures ; et liberté de recherche scientifique), en utilisant 5 types d'instruments [multilatéraux, régionaux, et bilatéraux ; constitutions ; lois domestiques (instruments contraignants) ; préconisations (instruments non contraignants) ; et jurisprudences], et en vérifiant leur pertinence avec la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme.

Ces premiers résultats seront mis en ligne début 2007, au moment où les juristes spécialisés du premier groupe de pays étudiés étendront leur recherche à 6 nouveaux thèmes relatifs au clonage humain (clonage reproducteur et thérapeutique), aux transplantations d'organes, aux banques de données génétiques, à la non-discrimination à l'égard de la santé, à la protection des ressources génétiques, et aux Comités d'éthique.

Dans le même temps, des juristes spécialisés d'un deuxième groupe de pays seront identifiés et commenceront à recenser les législations et directives en vigueur dans ces pays, selon les 5 thèmes explorés dans la phase pilote... Ce processus sera répété pour augmenter graduellement le nombre de pays alimentant la base de données de GEObs. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Tee Wee Ang, t.ang@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 39 45
 Pour consulter GEObs :
www.unesco.org/shs/ethics/geobs.

La propriété intellectuelle : un sujet sensible

Le Comité interinstitutions des Nations Unies sur la bioéthique a tenu sa 6^e réunion au Siège de l'UNESCO à Paris, les 9 et 10 novembre 2006. Ouverte par le Directeur général de l'UNESCO, Koichiro Matsuura, cette réunion a été notamment consacrée aux questions de propriété intellectuelle et de bioéthique. Compte tenu de la complexité de ces sujets et des controverses qu'ils suscitent, en raison des leurs implications économiques et politiques, le Comité s'est attaché à établir un document de synthèse présentant le bilan des connaissances actuelles et les problèmes en jeu, afin de sensibiliser les organisations membres, ou membres associés de ce Comité, et d'éveiller l'intérêt des États membres de l'UNESCO sur ce sujet. Lors de cette réunion, il a également été question de l'accès aux médicaments essentiels. ¶

Pour plus d'informations, merci de consulter le site :
www.unesco.org/shs/bioethics

Le CIB se réunira en Afrique en 2007

La 13^e session du Comité international de bioéthique (CIB) a réuni plus de 200 participants de 40 pays, au Siège de l'UNESCO, à Paris, du 20 au 22 novembre 2006.

Cette session était organisée autour de deux principes énoncés dans la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme, adoptée en 2005 : le principe du consentement (art. 6 et 7) et celui de responsabilité sociale et santé (art. 14). Sur ces deux sujets, deux groupes de travail avaient été mis en place, fin 2005. Le premier a présenté un rapport préliminaire. Le second a fait part de l'état de ses réflexions s'agissant du besoin de placer la bioéthique et les progrès scientifiques dans une réflexion ouverte sur le monde politique et social.

Des rapports seront finalisés pour la prochaine session du CIB qui se tiendra en 2007 en Afrique. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Sabina Colombo, l.treguer@unesco.org,
 tél. : +33 1 45 68 39 39



Inscrite dans l'Acte constitutif de l'UNESCO, la **promotion des droits de l'homme est l'une des missions principales du Secteur des sciences sociales et humaines (SHS)**. Dans le cadre de la réforme des Nations Unies, qui place les droits humains au cœur de tous ses programmes, SHS s'emploie à encourager et à diffuser la recherche en matière de droits humains ; à assurer la promotion de l'éducation à ces droits ; à conduire des actions en faveur de la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'échelon régional, national et international ; à stimuler la coopération avec l'ensemble des acteurs et des réseaux ; à promouvoir la démocratie et à faire avancer la réflexion sur les nouvelles formes de violence en mettant notamment en place des plans régionaux en faveur de la sécurité humaine.

Le réseau contre le racisme s'étend

Alors que 2007 devrait être l'année de la création de la **Coalition internationale des villes contre le racisme**, les **Coalitions régionales pour l'Afrique et l'Amérique latine ont été lancées à l'automne 2006**.

Afrique

C'est à Nairobi (Kenya) que la Coalition des villes africaines contre le racisme et les discriminations a été lancée, en septembre dernier, à l'occasion du 4^e sommet Africités qui se déroulait du 18 au 24 septembre.

Plus de 150 personnalités participaient à l'événement, parmi lesquelles pas moins de 54 maires et maires-adjoints de villes africaines qui ont tous signé le formulaire d'accession à cette nouvelle Coalition, et se sont engagés à proposer à leurs conseils municipaux le Plan d'action en 10 points qui tient compte des spécificités de leur région, parmi lesquelles les discriminations relatives au VIH/SIDA (lire aussi p.8-9).

L'Afrique s'est dotée de 4 villes « chefs de file » afin de mobiliser toutes les « sous-régions ».



© 2002 tcz / F. LeBlanc

Afin de mobiliser un maximum de municipalités dans le combat contre le racisme, pas moins de quatre villes ont été désignées comme « chef de file » sur le continent.

Ainsi, Bamako (Mali) impulsera l'action de la Coalition en Afrique de l'Ouest. Durban (Afrique du Sud) cherchera à la développer dans le sud de l'Afrique, tandis que Kigali (Rwanda) aura la responsabilité de mobiliser l'Afrique centrale, et Nairobi (Kenya) d'élargir le réseau en Afrique de l'Est. L'ancien Président du Bénin, actuel maire de Cotonou, avait déjà répondu à l'invitation du maire de Nairobi et participait à l'événement, durant lequel il s'est déclaré très intéressé par la Coalition qu'il a rejoint depuis.

Plusieurs représentants d'organisations de la société civile, ainsi que des réseaux des villes contre le sida qui participaient à ce lancement ont également souhaité être considérés comme membres associés, tandis que des membres de la Coalition européenne – première coalition à avoir été créée à l'initiative de l'UNESCO – avaient fait le voyage depuis Londres (Royaume-Uni), confirmant l'intérêt suscité par l'engagement des municipalités africaines dans le combat contre le racisme et les discriminations.

Amérique latine et Caraïbes

C'est dans le bâtiment qui abrite le siège du Mercosur dans la capitale uruguayenne que la Coalition régionale des villes d'Amérique latine et des Caraïbes a, quant à elle, été lancée le 25 octobre 2006, à l'occasion du Forum des maires des villes latino-américaines qui se tenait à Montevideo, juste avant le Sommet ibéroaméricain des Chefs d'État et de Gouvernement.



© G. Malettre/unesco

La lutte contre l'intolérance ethnique fait partie des priorités de la Coalition latinoaméricaine.

Désignée « Chef de file » des villes de la région, la capitale de l'Uruguay a joué un rôle très actif dans le lancement de cette coalition, en accueillant, notamment, du 21 au 23 juin derniers, une réunion d'experts pour l'élaboration d'un Plan d'action en dix points reflétant les spécificités régionales. Ce Plan, que les maires d'un grand nombre de villes latino-américaines se sont donc engagés à soumettre à leurs conseils municipaux, compte parmi ses priorités la lutte contre l'intolérance ethnique ou religieuse, les séquelles de la colonisation et la discrimination frappant les enfants des rues. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Marcello Scarone Azzi, m.scarone@unesco.org, tél : +33 1 45 68 41 96

1^{er} décembre 2006 : regarder

Dans le monde, près de 40 millions d'hommes, de femmes et d'enfants vivent avec le VIH/SIDA. Ce chiffre ne cesse d'augmenter, confrontant de nombreux pays à une épidémie qui ne saurait être stoppée par les seules solutions médicales, car son développement se nourrit aussi des tabous et de la peur. D'où l'importance de lutter contre les discriminations.

Depuis 25 ans, le SIDA a un effet dévastateur sur le développement humain, au point que la communauté internationale reconnaît que la maladie constitue désormais un obstacle majeur à l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le développement, et en particulier du premier d'entre eux : la réduction de la pauvreté.

Le nombre d'infections par le VIH continue, en effet, d'augmenter chaque année, tandis que dans 57 pays – dont 36 situés en Afrique sub-saharienne – le personnel sanitaire fait cruellement défaut, comme le révèle le dernier rapport de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Dès lors, comment espérer inverser la tendance ? Sans doute en amplifiant encore

Une priorité pour les villes d'Afrique

Lancée en septembre 2006, la Coalition des villes africaines contre le racisme et les discriminations fait de la lutte contre les discriminations liées au VIH l'une de ses principales priorités. Alors que l'Afrique demeure le continent le plus sévèrement touché par le SIDA, la maladie y est, en effet, encore

enveloppée sous des couvertures de silence, de préjugés et de craintes. Les personnes ayant le plus besoin d'accéder aux soins et à l'éducation ne bénéficient pas de ces services, même là où ils sont disponibles, aggravant d'autant la vulnérabilité de l'ensemble de la population à l'égard du VIH. ¶

l'action contre les préjugés, les fausses informations et les peurs qui participent au développement de l'épidémie.

Tous les spécialistes du SIDA conviennent en effet que cette dernière se nourrit principalement de l'ignorance. Le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO (SHS) tente donc de contribuer à l'action de l'Organisation, et aux efforts de tous ceux qui se battent pour endiguer l'expansion du SIDA, en combattant en premier lieu les discriminations dont sont victimes les personnes vivant avec le virus.

Enquête en Russie

SHS s'efforce ainsi de promouvoir les droits humains et de cibler les causes structurelles de la vulnérabilité des populations. Plusieurs projets mis en œuvre, en collaboration étroite avec d'autres agences de l'ONU et acteurs de la société civile, ont déjà contribué et contribuent encore à l'élaboration et au développement de réponses locales et nationales qui favorisent les droits des groupes les plus vulnérables, et en particulier ceux des femmes, des jeunes, des personnes vivant dans la pauvreté, des travailleurs migrants, ou encore des « travailleurs du sexe ».

D'une manière ou d'une autre, tous ces projets aident à regarder la réalité telle qu'elle est, afin de favoriser l'élaboration et la mise en œuvre des meilleures stratégies. Ainsi en est-il de celui conduit par le bureau de l'UNESCO à Moscou qui s'est attaqué à un sujet sensible : le droit à la grossesse des femmes séropositives. À travers ce projet, mené en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et une organisation publique régionale (la « Communauté des personnes vivant avec le VIH/SIDA »), des experts ont interrogé et analysé l'opinion publique sur les droits à la procréation des femmes vivant avec le VIH/SIDA dans la Fédération de Russie.

Les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale sont en effet désormais confrontés à une sinistre réalité : celle d'une épidémie en expansion. Dans cette région du monde,



1



3

on estime à 220 000 le nombre de personnes ayant contracté le virus du SIDA en 2005, portant à 1,5 million le nombre de personnes vivant avec le VIH, soit une augmentation de 20% en moins d'une décennie*.

Dans la Fédération de Russie – qui enregistre le plus fort de taux de SIDA de toute l'Europe –, l'augmentation du nombre de femmes infectées en 2005 est particulièrement alarmante : environ 420 000 femmes de plus de 15 ans vivent aujourd'hui avec le VIH, représentant 40% de la population infectée. Une grande majorité de ces femmes ont entre 18 et 30 ans, c'est-à-dire l'âge le plus favorable pour procréer.

L'étude conduite par le bureau de Moscou révèle que ces femmes ont à faire face à des problèmes qui vont bien au-delà des soucis ➔

* ONUSIDA, 2006 Rapport sur l'épidémie mondiale de SIDA.

la réalité en face



2

© G. Pirozzi/UNUSIDA



1. **Valeria, jeune mère séropositive, et sa fille, chez elles, en Ukraine**

2. **Au Kenya, les militantes de l'ONG Kicosehp vont à la rencontre des jeunes.**

3. **En Inde, cette mère n'a pas rejeté son fils lorsqu'il a appris qu'il était séropositif.**

4. **Seuls 9% des femmes enceintes séropositives bénéficient d'antirétroviraux, selon l'ONUSIDA.**

© O. O'Hanlon/UNUSIDA



4

➔ médicaux immédiats et sont davantage liés à des problèmes de droits humains et à des considérations éthiques et juridiques. Beaucoup de séropositives doivent ainsi prendre une importante décision : celle d'avoir ou non un enfant.

Formation au Burundi et en Chine

L'enquête montre, en effet, que l'attitude des populations à leur égard est loin d'être idéale : plus de la moitié des sondés pense que les femmes séropositives doivent être interdites de procréation. Une telle attitude négative a des conséquences graves, et témoigne de la persistance des idées fausses, telle la croyance répandue que les femmes porteuses du VIH ne pourraient pas donner la vie à un enfant en bonne santé. Pourtant, selon l'OMS, une combinaison de traitements appropriés, pendant et après la grossesse, ainsi qu'une

attitude responsable, peuvent ramener quasiment à zéro les risques de transmission de mère à enfant.

Cela dit, comme le révèle également cette étude, les femmes séropositives ignorent souvent elles-mêmes bien des choses sur la grossesse et sur leurs droits. D'où la nécessité de mettre à leur disposition des informations fiables. Afin de renforcer les connaissances de chaque femme concernée, mais aussi celles du grand public, le bureau de Moscou vient donc de publier les résultats de cette vaste enquête, ainsi qu'une brochure qui fournit des informations de base sur l'infection par le VIH, la grossesse, les droits des femmes séropositives et les mécanismes légaux existants pour protéger ces droits.

Dans le cadre de ses activités en faveur de la promotion des droits humains, le bureau de l'UNESCO à Bujumbura vient lui aussi

d'achever un projet qui s'est efforcé de combattre les préjugés. Mené dans la région de Ngozi – l'une des plus peuplées du Burundi –, cette initiative a permis à une cinquantaine de jeunes filles de la rue d'accéder à des formations dans les domaines de la cuisine, de la broderie, des services touristiques ou encore de la coiffure, leur offrant une véritable alternative économique et un avenir bien moins risqué. Six micro-entreprises ont ainsi pu être lancées en 2006.

Au mois de juin, un projet a par ailleurs été lancé, à l'Université de Tsinghua, par le bureau de l'UNESCO à Beijing. Ce projet vise à former les fonctionnaires locaux, dans cinq sites pilotes de la Mongolie et de la Chine, sur les manières les plus efficaces de fournir une éducation préventive sur le VIH aux populations migrantes et aux minorités ethniques installées dans ces pays, tout en développant des attitudes anti-discriminatoires de la part des pays d'accueil. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Paris : **Aylin Taftali**, a.taftali@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 45 31
 Moscou : **Alla Ampar**, a.ampar@unesco.ru, tél. : +495 230-05-54
 Bujumbura : **Yvonne Matuturu**, y.matuturu@unesco.org, tél. : +257 21 53 82
 Beijing : **Geneviève Domenach-Chich**, g.domenach-chich@unesco.org, tél. : +86 10 6532 7684

Les jeunes mobilisés en Amérique latine

Le bureau de l'UNESCO à Lima lancera en 2007 six projets au Chili, en Équateur, au Honduras, au Nicaragua, au Paraguay et au Pérou, dans le cadre de l'Initiative de la jeunesse sur le VIH/SIDA et les droits humains, développée par l'UNESCO et l'ONUSIDA. À travers des performances publiques, des ateliers

d'éducation artistique, l'utilisation des NTIC et des médias et de divers autres outils, les jeunes investis dans ces projets s'efforceront de dissiper les idées fausses parmi leurs pairs et le grand public pour combattre la stigmatisation des personnes séropositives vivant dans leurs communautés. ¶

Un féminisme musulman ? Débat très instructif à Paris



© D. Roger / UNESCO

Un colloque organisé en septembre, au siège de l'UNESCO, a donné la parole à des féministes qui s'impliquent dans la transformation de leurs sociétés, à partir de leurs références musulmanes, mais aussi en tant que partie prenante du mouvement mondial pour les droits des femmes.

Ces dernières années, le statut des femmes dans le monde musulman a fait l'objet de multiples études. Pourtant, le discours du mouvement émergent que l'on nomme « féminisme musulman » est largement méconnu, quand il n'est pas simplement méprisé par certains qui se refusent à l'idée que féminisme et islam ne sont pas deux mots ennemis.

Soucieux d'aider à regarder le monde tel qu'il est, le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO a donc décidé d'organiser un colloque sur ce sujet, avec l'ONG française « Commission Islam et Laïcité ». Organisée à Paris, les 18 et

De nombreuses femmes musulmanes revendiquent le *Ijtihad* (raisonnement indépendant, interprétation religieuse).

19 septembre, cette rencontre a permis d'aborder la question sans détour : « Qu'est-ce que le féminisme musulman ? » était le titre même de l'événement.

Durant deux jours, une réponse a commencé à se dessiner à travers les interventions de plusieurs invités, parmi lesquels des pionnières du féminisme musulman, ainsi qu'une représentante du groupe malaysien « Sister in Islam », qui a lancé une étude de dix ans sur le Coran et la loi islamique dans une perspective féministe. Deux spécialistes françaises ont également alimenté les débats par une approche comparative et historique du rapport entre les femmes et les religions.

À travers le partage de leurs savoirs, ce colloque a permis d'apprendre qu'un nombre croissant de travaux scientifiques est conduit à travers le monde par des femmes musulmanes qui s'impliquent également davantage dans la transformation de leurs sociétés, en particulier dans la lutte contre le patriarcat et toutes les inégalités de genres, à partir de leurs références musulmanes, mais aussi en tant que partie prenante du mouvement mondial pour les droits des femmes.

Ainsi, ceux qui n'avaient pas la moindre idée de ce que pouvait être l'alliance des mots Femme et Islam seront repartis en ayant appris que celui de *Ijtihad* signifie raisonnement indépendant, interprétation religieuse. C'est ce droit qu'elles sont de plus en plus nombreuses à revendiquer. Une tendance qui n'est pas du goût de tous, mais qui pourrait jouer un rôle déterminant si les féministes musulmanes décidaient de dépasser l'analyse textuelle pour s'engager plus directement sur les questions sociales et politiques auxquelles leurs pays et le monde sont confrontés. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Eunice Smith**, e.smith@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 43 82

OUTILS

Droits humains aux Nations Unies

Une étude sur le processus d'intégration des droits humains dans les programmes des différentes agences des Nations Unies, mettant en lumière les progrès obtenus ainsi que les défis qu'il reste à relever, vient d'être publiée en anglais et en français. Réalisée par André Frankovitz, du Comité

australien des Droits de l'homme, elle avait été rendue en mai 2005 et était jusqu'à présent uniquement disponible sur le site web de SHS. ¶

Pour télécharger l'étude : www.unesco.org/shs/humanrights/promotion.

Pour commander sa version papier, merci de contacter : **Konstantinos Tararas**, k.tararas@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 38 20

OUTILS

Guide 2006 des traités internationaux

La Division des droits de l'homme et de la lutte contre la discrimination de l'UNESCO vient de publier l'état des lieux annuel des ratifications, accessions ou successions aux principaux traités universels et régionaux relatifs aux droits de l'homme. L'ouvrage bilingue anglais-français offre à ses lecteurs une véritable photographie de l'état du monde en matière de droits humains à la date du 31 mai 2006. Il permet d'observer l'évolution du processus de ratification des instruments normatifs dont les deux principaux ont été adoptés le 10 décembre 1966 par

l'Assemblée générale de l'ONU.

L'année 2006 marque, en effet, un double anniversaire : le 40^e anniversaire de l'adoption du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), ainsi que le 30^e anniversaire de leur entrée en vigueur. Tous deux ne sont toujours pas universellement ratifiés. ¶

Pour commander ce document, merci de contacter : **Ana Morel-Iglesias**, a.morel@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 38 42

La brochure est également téléchargeable sur le site www.unesco.org/shs.



© UN

Promotion des droits humains dans les médias : une série de 7 films produits par l'UNESCO

Plusieurs films produits par l'UNESCO ont été primés, en 2005 et en 2006, dans des festivals internationaux. Tous font partie de la série « Renouveler la radiotélévision publique » réalisée dans le cadre d'un projet intersectoriel visant à contribuer au développement des droits de l'homme, de la paix, de la tolérance et de la lutte contre les discriminations : le projet ICT@PSB.

Pour commander le dvd de la série, merci de contacter :
creativecontent@unesco.org



Les enfants du Darfour ★★★

Successivement récompensé par le 25^e Grand Prix International du Documentaire au Festival international de télévision de Monte-Carlo 2006, puis par le Prix TV3 Actual Internacional, décerné à Barcelone, ce film de l'anthropologue danoise Camilla Nielsson restitue le regard des enfants du Darfour sur la situation des camps de réfugiés. Dans les centres d'accueil ouverts dans toute la région du Darfour, la caméra de la réalisatrice suit ces enfants qui témoignent de leur quotidien de manière extrêmement poignante, notamment à travers leurs dessins qui sont autant d'appels rythmant les 24 minutes de ce documentaire reconnu comme l'une des meilleures productions 2006 dans le domaine du journalisme d'investigation.

Auteur : Camilla Nielsson
Genre : Documentaire / Pays : Danemark



Village nomade ★★★

Médaille de Bronze URTI 2005
Au milieu d'un paysage désertique du Niger, un homme se tient debout, le visage fermé. Il regarde des palmiers morts, un puits abandonné : les restes d'un village. C'est Zeinami Maltam Boukar, un paysan de la région éloignée de Manga. Son village, Gonidi, risque de disparaître, comme la plupart des villages environnants, avalés par le désert. Avec les autres villageois, il va tenter d'endiguer la menace, mais bientôt il ne reste même plus une branche de palmier pour empêcher l'avancée des dunes.

Auteur : Mahaman Souleymane
Genre : Documentaire / Pays : Niger



Cualquier Ciudad

Le quartier de Cazuca, situé au sud-ouest de Bogota, est un symbole de diversité. Ses habitants, venant de tout le pays, partagent une même blessure : le manque d'opportunités et les traumatismes causés par la guerre. Les plus jeunes essaient malgré tout d'aller de l'avant et de trouver des moyens d'expression pour montrer leurs potentiels, mais autour d'eux les assassinats persistent, représentant une menace qui les transforme en prisonniers de leur propre quartier.

Auteur : John Jairo de los Rios Echeverri
Genre : Documentaire / Pays : Colombie



La boîte

Il arrive trop souvent que les peuples, en particulier les ressortissants des pays en développement, appréhendent d'entrer en contact avec des cultures étrangères parce qu'ils craignent que la rencontre avec d'autres, à leurs yeux fondamentalement différents, n'entraîne la disparition de leurs coutumes et de leurs traditions. Aller à la rencontre, c'est « quitter son nid »... Et c'est ce que raconte ce joli film d'animation réalisé par une équipe qui collabore régulièrement avec WWF.

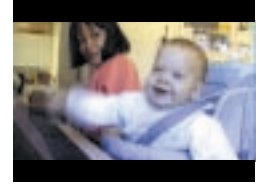
Auteur : Sumaira Latif and Co.
Genre : Animation / Pays : Pakistan



Meena

Rohan, 12 ans, n'est pas allé à l'école. Il a la horreur des devoirs et n'a pas appris ses leçons. Il en a assez de recevoir des ordres de tout le monde. Alors, il décide de faire une pause. Dans la rue, il rencontre Meena, une fillette qui récupère des vieux chiffons dans les poubelles. Par son intermédiaire, Rohan va découvrir une autre réalité, loin de la sienne. L'ardent désir de Meena d'apprendre à lire et à écrire le conduira à mesurer l'importance de l'éducation qu'il reçoit.

Auteurs : Avinash Roy et Jasmine Kaur
Genre : Fiction / Pays : Inde



Mères en fauteuil roulant

Monica a été frappée par la poliomyélite à l'âge de 7 ans, lors d'une épidémie d'ampleur nationale en 1957. Condamnée au fauteuil roulant, éprouvant de grandes difficultés à mouvoir ses bras et ses jambes, elle a réussi à exercer son métier de professeur d'anglais, en donnant des cours privés à son domicile. À 39 ans, en dépit de ses importants problèmes physiques et des risques qu'elle encourait, elle est devenue mère. C'est son mari, père de son enfant, qui a réalisé ce film.

Auteurs : Mario Piazza
Genre : Documentaire / Pays : Argentine



Chez moi ★★★

Médaille d'Or au Festival Al Jazeera 2005
Randa souhaite aller au Canada, mais elle redoute une éventuelle crise d'identité pour son fils de 4 ans, après que celui-ci a vu un reportage sur les Arabes à New York après le 11 septembre. Mohamed n'a pas réussi à devenir un chanteur célèbre au Caire et souhaite redémarrer une carrière en Australie. Darah a été élevée au Canada, mais sur l'insistance de sa mère, elle a dû retourner en Egypte. Tout au long du film, une question se pose : où se trouve mon « chez moi » ?

Auteur : Tamer Ezzat
Genre : Documentaire / Pays : Égypte

Alain Caillé : « le monde est en parcelles... »

Alors que plusieurs milliers de militants associatifs, de chercheurs et de décideurs politiques se rassembleront à Nairobi (Kenya), du 20 au 25 janvier 2007, pour participer à la 7^e édition du Forum Social Mondial (FSM) et affirmer qu'« un autre monde est possible », *SHS Regards* a interrogé l'économiste et sociologue français Alain Caillé sur les conditions de cette possibilité...

Depuis sa première édition, au Brésil, le FSM a ouvert un espace de débats mondial autour de l'idée qu'« un autre monde est possible » mais dont il ne se semble pas se dégager de perspectives concrètes. Partagez-vous cette impression ?

Je trouve en effet que l'initiative patine et perd même de l'impact petit à petit. Le FSM est une espace de tentative de construction de commun qui a eu le mérite d'avoir rouvert des espaces de possibles et permis de mondialiser des idées et des expériences, tel le budget participatif, le micro-crédit, l'économie solidaire, le commerce équitable etc. Mais la coexistence d'altermondialismes multiples ne produit pas, par elle-même, de véritables innovations dans le domaine de la réflexion ni même de l'action. On en reste au niveau de l'addition. Chacun vient là avec des restes des grands discours d'hier – marxiste, chrétien, humaniste, etc. –, ou des expériences d'économie alternative qui ne constituent pas une alternative économique globale. Tout cela a beaucoup de mal à se dialectiser et se synthétiser, paradoxalement, en raison du désir même d'arriver à des positions communes. Cet objectif est intenable car tous ces fragments de discours idéologiques renvoient à des valeurs ultimes bien différentes et pas additionnables telles quelles. Du coup, il devient difficile de décrire le monde désirable autrement qu'en recyclant des idéaux anciens.

Le souci d'arriver à un consensus à tout prix, comme dans les appareils politiques anciens, débouche sur des déclarations de principe qui sont autant de vœux pieux et entretiennent un véritable blocage de la pensée.

Entretien



© DR

Que proposeriez-vous pour sortir des discours de principe qui en ne s'appliquant jamais alimentent le sentiment d'impuissance et de fatalité ?

La formule à inventer me semble être celle qui permettrait de mettre en scène et de faire vivre des dissensus structurés plutôt que des consensus mous. Il est illusoire de combattre la forme actuelle du monde en en reproduisant les traits fondamentaux, et tout particulièrement la forme d'organisation en réseaux qui dénie toutes les questions de pouvoir, qui avalise la fragmentation du monde et la reproduit.

Les instruments critiques des altermondialistes ne permettent pas de prendre la mesure de la tendance actuelle de nos sociétés à basculer dans une forme sociale générale parcellaire. En effet, au-delà de la mainmise du capitalisme sur nos sociétés, c'est la tendance à tout réduire en parcelles – parcelles de savoirs, parcelles de collectif, parcelles de sujets etc. – qui me semble poser problème.

Parmi les mots du consensus, celui de « gouvernance » est, par exemple, très révélateur. C'est un fantastique participe présent substantivé qui sous-entend que tout le monde gouverne et que personne ne gouverne en même temps. Il y a là une aspiration à un pouvoir qui ne s'assume pas, où tout est toujours révoquant dans l'éternel instant. L'espace de décision se trouve lui aussi indéfiniment fragmenté en de multiples échelles, locales, régionales, fédérales, nationales... qui sont loin d'être toutes nécessaires.

Nos sociétés tendent à la fragmentation générale. Si nous l'acceptons, nous abandonnons toute possibilité de lien social →

les sciences sociales aussi »

→ et donc de construction du collectif. Dans les régimes totalitaires que nous avons connus au xx^e siècle, l'obligation était de tout réduire au commun. La figure de l'individualité était obscène et à combattre. Aujourd'hui, à l'inverse, ce qui est obscène, c'est précisément le commun. Nous vivons dans une obligation de déliaison. C'est dangereux.

Comment passer d'une culture de la fragmentation à une culture de la reliaison sans chercher à faire consensus? D'une culture de la guerre à une culture de la paix?

Il n'existe aucune recette miraculeuse. À partir du moment où on fait le constat de la fragmentation, il y a deux types d'attitudes possibles. L'une consiste à clamer « Unissons-nous! Unissons-nous! ». Elle me paraît stérile. L'autre pourrait être d'assumer la part de conflictualité et d'organiser la mise en scène du conflit en créant des espaces de débats pluriels.

Qu'est ce qui permet d'espérer le passage de la guerre à la paix autrement que par la défaite totale d'un des belligérants? La conjonction de deux éléments: d'abord, l'apparition d'une conjoncture qui rende plausible un pari de confiance mutuel. Ensuite, l'existence et l'intervention d'un ou de plusieurs personnages, suffisamment chargés d'histoire et de puissance symbolique pour se faire les interprètes et les moteurs de ce pari de confiance. Là, l'UNESCO pourrait avoir un rôle à jouer en changeant les conditions de la production intellectuelle et en offrant un espace à l'émergence de tels personnages.

➔ BIOGRAPHIE

Professeur de sociologie à l'université Paris-x-Nanterre, où il co-dirige le SOPHIAPOL (Laboratoire de sociologie, philosophie et anthropologie politiques), Alain Caillé est directeur de la *Revue du MAUSS* (Mouvement Anti-utilitariste en Sciences Sociales, www.revuedumauss.com). En tant qu'expert, il a été associé au suivi des travaux du Panel international sur la démocratie et le développement mis en place, en 1998, par l'UNESCO, sous la présidence de l'ancien Secrétaire général des Nations Unies Boutros Boutros-Ghali, et a notamment rédigé *Paix et Démocratie: Une prise de repères* (UNESCO, 2004). Il a récemment publié *Anthropologie du don* (Desclée de Brouwer, 2000) et *Dé-penser l'économique – Contre le fatalisme* (La Découverte/MAUSS, 2005), et vient de diriger *Quelle démocratie voulons-nous? Pièces pour un débat*, paru en janvier 2006, aux éditions La Découverte. ¶

Le fait de favoriser l'interface entre la recherche en sciences sociales et l'élaboration des politiques publiques peut-il aider à favoriser l'établissement du climat de confiance dont vous parlez?

Une meilleure entente entre les sciences sociales et la décision politique est a priori désirable, mais, en soi, cela ne permet pas d'avancer. Il nous faut regarder la réalité en face: il y a un déficit de discours commun et les sciences sociales contemporaines n'échappent pas à ce phénomène. Elles aussi, se présentent sous forme de savoirs fragmentés. On est dans l'exacte symétrie des régimes totalitaires où tout était surcodé. Aujourd'hui, les multiples pratiques qui se déploient deviennent auto-référentielles, alogales, incapables de se dire, sous-codées. Mais cela est vrai aussi des sciences sociales qui devraient les parler. Tout se technicise, pratiques et discours, un peu comme la médecine générale cède la place aux spécialistes.

Le paradoxe, c'est que l'on est infiniment plus malin, plus intelligent qu'avant. En matière d'économie, d'ethnologie, dans n'importe quel champ des sciences sociales, des progrès analytiques et empiriques considérables ont été réalisés. Pourtant, dans le monde académique institué, il y a un déclin vertigineux de l'intelligence synthétique, une incapacité croissante à faire émerger de l'interdisciplinarité vraie, à penser les globalités. Il en va des sciences sociales comme des nouvelles formes de mobilisation dont nous parlions plus tôt. Elles se sont adaptées à l'état du monde. Elles mobilisent des particules élémentaires sans jamais parvenir à les aimer. Et à partir du moment où l'on ne parvient plus à fabriquer du commun, il y a une décomposition du politique.

En quoi l'expérience du Don, explorée par Marcel Mauss, pourrait-elle être bénéfique au monde contemporain?

L'usage des mots est toujours difficile et c'est particulièrement vrai pour celui de Don souvent associé à la charité, à la gratuité et à un idéalisme inapproprié. Or l'étude du Don, mis en œuvre dans les sociétés premières, offre une toute autre vision. Son essence est la visée d'une alliance qui reste conflictuelle, parce que le Don n'est pas un opérateur qui abolit le conflit mais, au contraire, qui le contient, dans tous les sens du terme. C'est une fabrique du lien social. Le Don et le politique participent de la même logique. La forme moderne de l'esprit du Don est tout simplement l'esprit de la démocratie. Si l'on partage cette expérience humaine du « Donner-Recevoir-Rendre », on renforce l'endettement positif mutuel et, du coup, la confiance. C'est un cercle positif: plus on est coopératif, plus on est productif. ¶

Propos recueillis par Cathy Bruno-Capvert.

La bataille de la paix

**LA SÉCURITÉ
HUMAINE
C'EST QUOI ?**

p. 16

**LA DÉMOCRATIE :
MODÈLE UNIQUE
DE RÉOLUTION
DES CONFLITS ?**

p. 17-18

**QUELLE CULTURE
DE LA PAIX
DANS UN MONDE
EN GUERRE ?**

p. 13-15

**DES PRIX
POUR QUOI
FAIRE ?**

p. 19-20

Dossier coordonné par :

Irakli Khodeli,
i.khodeli@unesco.org,
tél. : + 33 1 45 68 44 33

avec l'aide de :

Khaled Abu-Hijleh,
k.abu-hijleh@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 37 48

Pour plus d'informations
sur les activités du Secteur
des sciences sociales et humaines
et, en particulier sur les initiatives
en faveur des droits de l'homme,
de la paix et de la démocratie,
merci de consulter le site
www.unesco.org/human_rights

Parce que bâtir un monde de paix est, d'une certaine manière, un combat, le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO (SHS) agit au quotidien pour développer une « culture de la paix ».

De l'éducation aux droits de l'homme à la prévention des conflits, en passant par ses activités internationales en faveur de la démocratie et de la gouvernance locale, il lutte contre les guerres en mettant en œuvre la mission même de l'Organisation qui consiste à « ériger les défenses de la paix dans l'esprit des hommes ». SHS s'attaque également au terreau sur lequel les haines prolifèrent en s'efforçant de rapprocher les résultats de la recherche en sciences sociales des décideurs politiques afin de contribuer à l'élaboration de politiques publiques répondant aux besoins du monde d'aujourd'hui.

C'est donc l'ensemble des activités du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO qui aurait pu figurer dans ce dossier. Bien loin d'être exhaustif, ce dernier se contente d'ouvrir quelques pistes de réflexion pour une année 2007 au service de la paix...

Quelle culture de la paix dans un monde en guerre ?

Après la seconde Guerre mondiale, il y eut la Guerre froide. Deux blocs de chaque côté. Des adversaires identifiés. Aujourd'hui, les menaces sont plus floues. Le sentiment d'insécurité partout. Pour autant, les artisans de la paix n'ont pas renoncé. Bien au contraire. Mais ils s'interrogent sur la manière de passer d'un contexte de violence et de guerre à une nouvelle culture de la Paix.

21 septembre 2006. La Décennie internationale de promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde marque ses 5 ans. La Journée internationale de la paix fête son quart de siècle. À l'occasion de cette célébration, et de la remise du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2006, le Secteur des sciences sociales et humaines (SHS) organise une table ronde sur « La culture de la paix aujourd'hui », au siège de l'Organisation, à Paris.

Pour plusieurs éminents spécialistes et militants pacifistes, ce débat est l'occasion de questionner la mission même de l'UNESCO et le sens de leur propre engagement en faveur de la paix. Comment, en effet, cultiver une « culture de la paix » dans un monde tiraillé par les conflits et les violences ?

Respecter la diversité

S'il y eut un politologue pour annoncer « la fin de l'histoire » avec la chute du mur de Berlin, force est de constater que les menaces n'ont pas reculé. Au contraire. Sur de nombreux territoires, les feux de la guerre sont ravivés par des vents de xénophobie que l'on croyait éteints. Partout, les risques ont pris de multiples visages, quand ils n'avancent pas désormais cachés.



Des enfants jouant dans une rue de Grozny. Cela pourrait être ailleurs.

Dans ce contexte – plus que jamais –, la diversité culturelle doit être célébrée et le dialogue interculturel promu. C'est en substance l'appel lancé, ce 21 septembre, par le juge sri lankais Christopher Weeramantry, lauréat 2006 du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix. Pour lui, aucun doute : les différences culturelles et religieuses reflètent la riche diversité de l'humanité. Sans reconnaissance et respect de cette diversité, la paix ne peut s'épanouir.

Pour Mohammed Arkoun, membre du jury du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix, qui participe également à cette table ronde, ➔

Contre la violence juvénile par le développement en Amérique latine

Suite à la demande réitérée des pays du Système d'intégration centre-américain (SICA) confrontés à la recrudescence d'actes de violence générés par des bandes juvéniles organisées, l'UNESCO a mis en place, en 2005, un groupe de travail intersectoriel. Ce dernier, en coordination avec les bureaux de l'UNESCO sur le terrain et en lien avec les autorités nationales des pays concernés, a élaboré différents projets de

« Développement juvénile et prévention de la violence », qui ont reçu le soutien de la coopération japonaise.

Le premier a été lancé, en septembre dernier, à El Salvador, pour une durée de deux ans. Un deuxième, pour le Nicaragua, est en cours de finalisation. Un troisième, concernant le Guatemala, devrait compter avec le soutien des autorités italiennes, tandis qu'un quatrième devrait être formulé au Honduras en 2007.

L'UNESCO évalue, par ailleurs, la possibilité de réaliser des activités au niveau sous-régional, comprenant notamment un Forum des ministres centro-américains de la Jeunesse, qui serait mis en place avec l'aide du PNUD et des institutions de coordination sous-régionales. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Pasquale Capizzi, p.capizzi@unesco.org,
 tél. : +33 1 45 68 38 05.

→ il est capital de soutenir le dialogue aussi bien interreligieux qu'interculturel, afin d'écarter tout risque de malentendu ou de préjugé. Il en veut pour preuve la polémique et la violence qui suivirent une récente conférence universitaire du pape Benoît XVI.

Une conviction partagée par le Directeur général de l'UNESCO qui, ce même jour, insiste sur le fait que « la paix est une nécessité (...) plus sérieuse que jamais », et rappellera, quelques jours plus tard, devant les membres du Conseil exécutif de l'Organisation, combien « la prévention et la résolution de nombreux conflits ou crises reposent sur une meilleure connaissance et compréhension de la culture, des valeurs, de la religion de l'Autre. »

Parce que cette préoccupation est de la plus haute importance, le dialogue entre les civilisations figure au centre de la proposition de Stratégie à moyen terme de l'UNESCO pour 2008-2013. Il est également au cœur des activités de SHS qui, le 18 novembre dernier, en marge de la célébration de la Journée mondiale de la philosophie, organisait un « Dialogue philosophique interrégional Asie-Monde arabe », à Rabat (Maroc), un an après celui qui s'était tenu à Séoul (Corée) sur le thème de « La démocratie et de la justice sociale ».

S'interroger sur les politiques mises en œuvre

Respect de la culture de l'Autre, démocratie, justice sociale... Autant de mots, d'idées, de conditions à l'édification d'un monde de paix, qui reviendront dans les échanges de la table ronde du 21 septembre dernier, permettant à certains de faire le

lien entre « paix durable » et « sécurité humaine », rejoignant, en cela, Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, pour qui « il n'est désormais plus possible de définir simplement la sécurité collective comme une absence de conflits armés, qu'il s'agisse de conflits internationaux ou de conflits internes ».

Dans l'esprit de ces intervenants, une même idée ; pour l'UNESCO, un même combat : la paix ne se réduit pas à l'absence de guerre, elle exige aussi une « sécurité humaine » permettant à chacun de vivre sans craindre à tout instant la violence.

Les philosophes de l'âge classique et des Lumières européens le savaient fort bien, parmi lesquels Thomas Hobbes, qui, dans le chapitre XIII du *Léviathan* (1651), écrit : « l'essence de la guerre ne consiste pas en combats effectifs, mais plutôt en une propension

QUESTION // Comment transformer une culture de guerre et de violence en culture de paix ? //

TADATOSHI AKIBA, MAIRE D'HIROSHIMA, PRÉSIDENT DU RÉSEAU « LES MAIRES POUR LA PAIX » //

« Entre les cultures de la paix et de la guerre, la différence essentielle réside dans la manière d'approcher le conflit. Dans la culture de la guerre, le conflit conduit d'abord au dialogue et à la négociation. Toutefois, si l'un des camps croit pouvoir gagner par la force – ou pense sa situation désespérée –, le dialogue cédera à la violence. Dans la culture de la paix aussi, le conflit débouche sur le dialogue et sur la négociation, mais ceux-ci continuent jusqu'à ce qu'on trouve une résolution acceptable pour tous. Ces deux cultures se différencient fondamentalement quant au respect pour toute vie. Pour les victimes des bombardements atomiques de Hiroshima et de Nagasaki, il s'agissait avant tout d'éviter que « quiconque souffre comme nous avons souffert ». D'où le rejet de l'arme nucléaire et, par suite, de la guerre, voire de toute animosité, qui est cause et produit de la guerre. Pour suivre le chemin de la réconciliation, il faut changer d'attitude et s'écartier définitivement du chemin de l'animosité. Et comme mesure pratique évidente, il faut cesser d'élire des va-t-en-guerre. » //

connue à combattre (...). Toute autre période constitue la paix. (...) [En temps de guerre] prévalent une crainte et une menace incessantes de la mort violente ; et la vie de l'homme n'est alors que solitaire, pauvre, vicieuse, bestiale et courte. »

Ce 21 septembre 2006, certains le rappellent : le temps semble être à la guerre, car de nombreux facteurs contribuent aujourd'hui à cette crainte et cette menace incessantes de la mort violente, aux premiers rangs desquels la pauvreté endémique, la violation systématique des droits humains, les inégalités structurelles, les évictions de populations à grande échelle, la pandémie du VIH/Sida, les désastres écologiques...

De fait, parce que la « sécurité humaine » a des dimensions multiples, tous ceux qui s'efforcent de propager la « Culture de la

Le sport au service de la paix au Mali

Dans le cadre la commémoration de la Journée internationale de la paix, le bureau de l'UNESCO à Bamako (Mali) a organisé du 19 au 21 septembre 2006 la première édition des « Jeux de la paix pour la jeunesse ». Se sont associés à cette initiative le Comité olympique du Mali, l'Ambassade des États-Unis d'Amérique et trois ONG : l'Association internationale des médaillés, « Right to Play » et « Peace-Youth Initiative ». L'objectif :

utiliser le sport pour interpeller les jeunes et promouvoir tolérance, *fair play*, non-violence, solidarité et paix.

Six cents jeunes de différentes régions du Mali ont rejoint 3000 militaires au Stade Modibo Keita pour participer notamment à un tournoi de basket-ball, à des compétitions d'athlétisme et à un cross de 8 km.

Les festivités ont également inclus un largage de parachutistes ainsi que diverses

démonstrations sportives (taekwondo, luttes traditionnelles et handisports).

L'initiative a été un grand succès et il est déjà question qu'elle puisse inclure, en 2007, des pays voisins comme le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, le Niger et le Sénégal. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Ali Daou, a.daou@unesco.org,
tél. : +223 223 34 92

Un festival pour la paix au Brésil

Au Brésil, plusieurs manifestations organisées par le bureau de l'UNESCO à Brasilia ont fêté la Journée internationale de la paix. Dans l'état de Santa Catarina, du 1^{er} au 6 septembre, le Festival mondial de la paix, en partenariat avec l'Université de la paix et avec l'Université fédérale de Santa Catarina, a réuni individus et institutions pour partager et élaborer une culture de la paix à travers des activités dans les domaines de la science, de la philosophie, des traditions religieuses et des arts. Le 21 septembre à São Paulo s'est tenue une table ronde sur les conséquences

de la violence pour la santé publique : thème particulièrement pertinent aujourd'hui au Brésil, où les ressources limitées du système public de santé ne permettent plus de couvrir le coût croissant du traitement des victimes de la violence. La prévention de la violence est plus efficace et moins coûteuse que le traitement de ses effets. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Marlova Jovchelovich Noletto,
m.jovchelovich-noletto@unesco.org, tél. : +55 61 2106 35 18

OUTILS

Une expérience à partager

Dans Jours de paix : ouvrir les écoles publiques le week-end pour la communauté, la journaliste brésilienne Gabriela Athias recueille les expériences de huit écoles d'un programme qui offre une alternative à la violence et un mode d'inclusion sociale. L'ouverture des écoles en fin de semaine redéfinit l'école comme

lieu d'apprentissage et comme vecteur de changement positif dans la communauté. Depuis le démarrage du programme en 2003, la violence a significativement diminué dans ces écoles et dans leurs environs. ¶



→ paix» sont dans le même temps contraints de s'interroger sur les politiques mises en œuvre pour traiter ces défis, et en particulier la pauvreté. Pour près de la moitié de la population mondiale, cette dernière constitue, en effet, le principal obstacle à la réalisation de la dignité et des droits humains fondamentaux. Elle est à la fois une cause et une manifestation de la violence structurelle qui enferme dans le conflit – ou rapproche – tant de sociétés.

Selon les participants à la table ronde, la réalité paisible de demain passe donc par l'élimination de la pauvreté. Un avis que viendra renforcer l'attribution, quelques jours plus tard, du Prix Nobel de la Paix 2006 à Mohammad Yunus, fondateur de la banque *Grameen* qui offre des prêts pour investir à des personnes sans garantie financière, leur donnant ainsi la capacité d'être les acteurs de leur propre développement.

Donner du pouvoir aux femmes

« Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes... donnons le pouvoir aux femmes ! », proposera également Pierre Sané, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines, en présidant la table-ronde du 21 septembre dernier.

Ce détournement de la première phrase de l'Acte constitutif de l'UNESCO n'est pas seulement plaisant : il est aussi éclairant. En effet, parallèlement à l'action que mène SHS pour favoriser le dialogue entre les cultures et contribuer à l'élaboration de politiques publiques en phase avec les transformations du monde contemporain, le Secteur des sciences sociales et humaines s'efforce aussi de conforter le rôle des femmes dans les sociétés en post-conflit.

Il contribue à l'ouverture de Centres de documentation et de recherche spécialisés, comme celui inauguré à Ramallah, en janvier 2006, ou encore soutient la participation des femmes à la reconstruction, à la démocratisation, et à la gouvernance de leurs pays, comme c'est le cas à travers un projet conduit dans la région africaine des Grands Lacs.

Reste que « sans pardon, il n'y a pas d'avenir », comme le soulignera, ce 21 septembre, le père Leonel Narvaez Gómez, directeur de La



Des carcasses de voitures à Beyrouth. Ce pourrait également être ailleurs.

Fundación para la reconciliación, qui a reçu une mention spéciale du Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2006 pour la démonstration faite en Colombie de la capacité à construire une « culture de la paix » par le pardon et la réconciliation, dans des sociétés ravagées par de violents conflits.

Au sortir de cette table ronde, chacun pouvait se dire que, au xx^e siècle, le monde a laissé passer sa chance, pour ce qui est de la paix. Prolongeant ce constat, le juge Weeramantry se faisait provocateur et pronostiquait : « le xxi^e siècle sera celui des dernières chances. Si l'humanité devait échouer, nous n'aurons pas de xxii^e siècle pour nous rattraper ». À croire que le défi de la « sécurité humaine » pourrait être celui de la survie de l'humanité... ¶

Irakli Khodeli

La sécurité humaine, c'est quoi ?

La faim et les inégalités sociales favorisent l'insécurité permanente.

Cinquième objectif stratégique de l'UNESCO, le renforcement de la sécurité humaine passe par une prise en compte des besoins des populations les plus vulnérables aux niveaux régional et sous-régional. Une nécessité à laquelle contribuent des ateliers tel que celui qui s'est tenu en Asie du sud-est en octobre dernier...

« Améliorer la sécurité humaine par une meilleure gestion de l'environnement et du changement social » : tel est l'un des principaux objectifs que s'est fixé l'UNESCO pour 2002-2007.

Pour y répondre, l'Organisation s'emploie à faire progresser la recherche sur les différentes dimensions de la sécurité humaine afin d'identifier les nouveaux risques en mobilisant ses réseaux et notamment ceux du programme MOST. Elle s'attache également, par le biais de son réseau mondial d'institutions de recherche et de formation sur la paix, à prévenir les conflits à la source et à prendre en compte les besoins des plus vulnérables.



C'est ainsi que, dans le cadre de l'accord de coopération passé entre l'Association des Nations du sud-est asiatique (ASEAN) et l'UNESCO en 1998, un atelier conceptuel sur la sécurité humaine en Asie du sud-est s'est tenu à Djakarta (Indonésie) du 25 au 27 octobre 2006.

Présidé par Ong Keng Yong, Secrétaire général de l'ASEAN, et Pierre Sané, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines, cet atelier associait des représentants du Brunei Darussalam, du Cambodge, de l'Indonésie, du Laos, de la Malaisie, du Myanmar, des Philippines, de Singapour, de la Thaïlande et du Vietnam, ainsi que de nombreux experts régionaux et internationaux.

Après une présentation générale de l'approche adoptée par l'UNESCO en matière de sécurité humaine, six exposés ont mis l'accent sur les priorités pour la sécurité humaine dans chacune des régions du monde, avec des recommandations d'action publique à l'intention des États et des entités régionales. Les participants se sont ensuite penchés plus précisément sur le cas de l'Asie du sud-est.

Une étude commandée par l'UNESCO sur « La promotion de la sécurité humaine : cadres éthiques, normatifs et pédagogiques en Asie



du sud-est » a été présentée par Amitav Acharya de l'Institut d'études stratégiques et de défense (Singapour), dont une version, prenant en compte les débats de l'atelier de Jakarta, paraîtra en 2007. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Claudia Maresia**, c.maresia@unesco.org, tél. : + 33 1 45 68 45 53

Combattre les inégalités pour une « société harmonieuse »

Depuis quelques temps, les autorités chinoises reconnaissent la nécessité de lutter contre les inégalités afin de réaliser une « société harmonieuse ». C'est dans ce contexte que le bureau de l'UNESCO à Beijing a lancé, en avril 2006, le projet « Sécurité humaine en Chine : une perspective nord-est asiatique », qui vise à établir un état des lieux de la sécurité humaine en Chine, ainsi qu'à définir des indicateurs et un index de sécurité humaine.

Le premier élément de ce projet de recherche est l'élaboration d'une revue bibliographique,

toujours en cours. Le second repose sur la collecte de données empiriques, commencée en juillet 2006. Celle-ci inclut, d'une part, des entretiens qualitatifs individuels et de groupes, et d'autre part, une enquête quantitative auprès d'un échantillon de 3000 personnes parmi les groupes les plus vulnérables, tels que les travailleurs migrants. Une recherche comparative est également engagée avec des chercheurs japonais et sud-coréens. Une conférence internationale a ainsi été organisée à l'Université Nankai, à Tianjin,

en juin 2006. Elle a permis à des experts venant de Chine, du Japon et de Corée de participer à des débats autour du concept de sécurité humaine et des réalités qu'il recouvre dans ces trois pays. Une deuxième conférence internationale sera organisée en août 2007 afin de discuter des résultats de l'enquête et des conclusions du projet de recherche. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Geneviève Domenach-Chich**, g.domenach-chich@unesco.org, tél. : +86 10 6532 7684

Un casque bleu
en République
Démocratique
du Congo.



© M. Perret/Onu

QUESTION //////////////// Comment transformer une culture de guerre et de violence en culture de paix ? ////////////////

CHRISTOPHER GREGORY WEERAMANTRY, LAURÉAT 2006 DU PRIX UNESCO DE L'ÉDUCATION POUR LA PAIX ////////////////

« Je voudrais insister sur un obstacle majeur à la diffusion d'une culture de la paix, à savoir les barrières religieuses. En effet, on enseigne aujourd'hui chaque religion, le plus souvent, sans la moindre référence aux autres religions. Certes, chacun doit être éduqué à sa propre religion, mais les enfants devraient également pouvoir comprendre les grands principes des autres religions. On pourrait présenter aux élèves, chaque jour, quelques extraits des grands livres d'autres religions : aujourd'hui, quelques lignes de la Bible, demain du Coran, plus tard du Bhagavad-Gita ou du Dhammapada. Dans tous ces textes, on trouve de merveilleux passages sur les valeurs humaines fondamentales. En procédant ainsi, de manière systématique, on évitera l'une des racines des malentendus qui, à terme, débouchent sur la guerre. En enfermant les enfants dans une seule religion, nous privons les enfants d'une sagesse essentielle qui constitue leur patrimoine inaliénable. » ////////////////

Semer les graines de la paix dans le Mékong

Les grandes civilisations de l'antiquité se sont établies autour de fleuves qui nourrissaient les populations, soutenaient l'agriculture et favorisaient le commerce. Ces fleuves majestueux pourraient-ils aujourd'hui porter paix et prospérité aux nations et cultures qu'ils traversent ? C'est l'objet du projet « Semer les graines de la paix dans le bassin du Mékong », lancé en 2005 par le bureau de Bangkok en coopération avec différentes universités régionales et avec le ministère thaï des Affaires étrangères. Le Mékong offre nourriture, eau, transport et autres nécessités de l'existence à 60 millions de personnes dans six pays. Le fleuve traverse

une région de riche diversité naturelle, biologique et culturelle. Mais il est aussi un vecteur de trafic de drogues, de migrations illégales, d'exploitation de femmes et d'enfants et une zone de conflits armés. À travers le sport, le chant, l'art, le projet, qui vient d'être prolongé jusqu'en 2010, sensibilise les étudiants aux enjeux pressants qui touchent les sociétés du bassin du Mékong et leur permet d'exprimer sentiments et opinions. Ce sont eux qui auront à porter la culture de la paix au Cambodge, en Chine, en RDP Lao, au Myanmar, en Thaïlande et au Vietnam. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Sarinya Sophia**, s.sophia@unesco.org, tél. : +662 391 0577

OUTILS

Le projet en dvd
Le documentaire « Semer les graines de la paix dans le bassin du Mékong », disponible en dvd, présente les activités au service de la paix mises en œuvre dans le cadre du projet du même nom par les jeunes au Cambodge, en Chine, en RDP Lao, au Myanmar, en Thaïlande et au Vietnam.

À titre de prélude, la première partie du dvd présente, sous le titre « Rivière d'amour », des musiques traditionnelles qui ouvrent l'imaginaire d'un monde d'amour et de paix. ¶



Des prix pour quoi faire ?

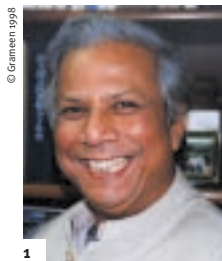
Pas moins de 3 Prix UNESCO relevant de SHS ont été décernés durant le dernier trimestre 2006, alors qu'un ancien lauréat du Prix UNESCO Simon Bolivar recevait le Prix Nobel de la Paix.

Le 10 décembre 2006 devait être l'occasion de célébrer le 40^e anniversaire de l'adoption du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et de celui relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC). Mais ce dimanche promettait de marquer à jamais la vie d'une personne : celle qui, au nom de son engagement personnel, ou de celui de l'institution qu'elle représente, recevra le 15^e Prix UNESCO de l'éducation aux droits de l'homme.

Encourager un combat

À travers cette récompense dotée de 10 000 dollars us, le ou la lauréat-e verra reconnue, par les Nations Unies, comme une contribution exemplaire et efficace, une action menée, parfois depuis de longues années, en faveur de la promotion des droits humains. Propulsé-e sur le devant de la scène, nul doute qu'il ou elle se sentira encouragé-e à poursuivre son combat. Comme d'autres se sentiront d'autant plus légitimés pour poursuivre un engagement similaire. Car c'est peut-être, en partie, à cela que les distinctions honorifiques servent : offrir la reconnaissance de la communauté comme on offrirait du courage...

En 2004, ce prix avait ainsi distingué un juriste thaïlandais ayant été Rapporteur



1



2



3

1. **Mohammad Yunus, Prix Nobel de la Paix 2006**
2. **V. Anandasangaree, Prix UNESCO-Madanjeet Singh 2006**
3. **Le juge Weeramantry, Prix UNESCO de l'éducation pour la paix 2006**

spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies sur le trafic des enfants, nommé, par la suite, Rapporteur spécial en République Démocratique de Corée. Cette année, c'est parmi 52 candidatures que le lauréat aura été proposé à la désignation du Directeur général de l'UNESCO par un jury international. Car si l'ultime décision revient toujours au plus haut responsable de l'Organisation, la remise d'un prix se fait sur proposition d'un collège de personnalités après un examen attentif de toutes les candidatures proposées.

Dans ce dernier trimestre 2006, deux autres prix relevant du Secteur des sciences sociales et humaines de l'Organisation auront été décernés, tandis que dix ans après avoir reçu le Prix UNESCO Simon Bolivar, Mohammad Yunus, « le banquier des pauvres », recevait le Prix Nobel de la Paix.

Le 16 novembre dernier – Journée internationale pour la tolérance – c'est à Veerasingham Anandasangaree, président du Front uni de libération tamoule (FULF),

que le Prix UNESCO – Madanjeet Singh pour la promotion de la tolérance et de la non-violence a été remis. Dans la salle I de la Maison de l'UNESCO, à Paris, l'émotion était perceptible lorsque, tout de blanc vêtu, celui qui a été la voix de la modération et de la non-violence dans son pays, durant trois décennies marquées par l'extrémisme et la violence, s'est avancé pour recevoir son prix. Son opposition sans relâche à toutes les formes de violence, y compris le terrorisme, paraissait n'avoir jamais été aussi pertinente pour le Sri Lanka.

Affirmer l'engagement collectif

Depuis 1996, grâce à la générosité de l'artiste, écrivain et diplomate indien Madanjeet Singh, ce prix récompense, tous les deux ans, ceux qui font avancer l'esprit de tolérance dans les arts, l'éducation, la culture, la science et la communication. De fait, ce 16 novembre 2006, plusieurs mentions d'honneur ont distingué le Groupe culturel afro-reggae (Brésil), le Professeur Valery A. Tishkov (Russie), le *Palestine-Israel Journal* basé



Les droits humains au cœur de tous les programmes de l'UNESCO

L'importance de l'intégration des droits humains dans tous les programmes des Nations Unies a été réaffirmée lors du Sommet mondial de 2005. Elle est une priorité pour l'UNESCO.

Chargé de favoriser l'intégration de cette approche au sein de l'UNESCO, le Secteur

des sciences sociales et humaines organise régulièrement, avec le soutien du Bureau de la gestion des ressources humaines, des sessions de formation pour le personnel de l'Organisation.

Ainsi, en janvier 2007, se déroulera à Bangkok (Thaïlande) une réunion ciblant les personnels

du bureau de Bangkok, ainsi que des spécialistes de programme de la région Asie-Pacifique. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Konstantinos Tararas, k.tararas@unesco.org,
tél. : + 33 1 45 68 38 20

➔ à Jérusalem Est (Israël), la municipalité de la ville de Derbent (Russie), et le Professeur Herbert C. Kelman (Etats-Unis).

Deux mois auparavant, le 21 septembre 2006 – Journée internationale de la paix –, le juge sri lankais Christopher Weeramantry avait, pour sa part, reçu le Prix UNESCO de l'éducation pour la paix, au titre de ses efforts en faveur d'une pensée et d'une culture de paix tout au long de sa longue et riche carrière. Une mention spéciale avait alors également été attribuée à *La Fundación para la Reconciliación* (Colombie) pour ses efforts de vulgarisation du concept de « grammaire des émotions » comme moyen de promouvoir la réconciliation et le pardon.

Créé en 1980, ce prix vise à sensibiliser et à mobiliser la conscience de la communauté internationale en faveur de la paix. Comme tous les autres, il incarne, en effet, l'affirmation morale et symbolique d'un engagement collectif, car derrière un lauréat, c'est avant tout les idéaux dont il est porteur que l'UNESCO met à l'honneur. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Prix UNESCO de l'éducation aux droits de l'Homme :

Irina Zoubenko, i.zoubenko@unesco.org,

tél. : +33 1 45 68 38 22

Prix UNESCO – Madanjeet Singh pour la promotion de la tolérance et de la non-violence :

Sergueï Lazarev, s.lazarev@unesco.org,

tél. : +33 1 45 68 38 31/29

Prix UNESCO de l'éducation pour la paix :

Kristina Balalovska, peace&security@unesco.org,

tél. : +33 1 45 68 38 02

QUESTION // Comment transformer une culture de guerre et de violence en culture de paix? //

PATRICIA WILLIS, LIGUE INTERNATIONALE DES FEMMES POUR LA PAIX ET POUR LA LIBERTÉ

// « Les femmes, qui représentent 52% de la population mondiale, vivent presque toutes dans des sociétés patriarcales où elles subissent la domination masculine. Celle-ci a différents ressorts, institutionnalisés ou informels, mais un facteur revient toujours : la menace, voire l'usage, de la violence à l'égard des femmes. Ainsi le viol est une arme, qu'il soit perpétré en temps de guerre ou au sein du couple, qu'il soit infligé par un père à sa fille ou par un client à une prostituée. Les autres armes sont innombrables : avortement sélectif des foetus féminins, mariage et grossesse précoces sous la contrainte, refus de scolariser les filles à égalité avec les garçons, divertissements violents, trafics humains pour le travail ou la prostitution... Le jour où les autres 48% de la population mondiale apprendront à considérer les femmes comme des êtres humains à part entière, nous aurons fait une avancée décisive sur le chemin d'une culture de la paix. » //



Une fresque pour la paix sur un mur d'El Salvador.

Congrès interaméricain d'éducation aux droits de l'Homme

Du 30 août au 2 septembre 2006 s'est tenu le Congrès interaméricain d'éducation aux droits de l'homme, à l'invitation du bureau de l'UNESCO à Brasilia et de différents organismes officiels chargés au Brésil de l'éducation aux droits de l'homme. Il s'agissait de favoriser les échanges d'expériences, de faciliter les débats et de renforcer un réseau international de décideurs et d'experts. Le Congrès interaméricain a débouché sur des recommandations pour le développement de l'éducation

aux droits de l'homme dans la région, dans l'esprit de la coopération Sud-Sud. Dans le cadre de la Décennie de l'éducation aux droits de l'homme, le gouvernement brésilien a créé en 2003 un Comité national d'éducation aux droits de l'homme et adopté la première version du Plan national d'éducation aux droits de l'homme. Le Congrès a vu le lancement de la deuxième version, mise à jour, de ce Plan, préparé après une large consultation menée auprès des 26 états brésiliens et tirant partie des contributions

de nombreuses ONG, organismes officiels et spécialistes de ces questions.

Le Plan se compose de cinq domaines thématiques : l'enseignement primaire et secondaire, l'éducation non-formelle, l'enseignement supérieur (y compris la recherche et la formation continue), la justice et l'enseignement pénitentiaire, et enfin le rôle des médias dans l'éducation. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Marlova Jovchelovich Noletto,

m.jovchelovich-noletto@unesco.org, tél. : +55 61 2106 35 18

Pour aller plus loin

À LIRE



Promouvoir la sécurité humaine : cadres éthiques, normatifs et éducatifs dans les États arabes

Behcir Chourou
111 p., UNESCO, 2005.
SHS/FPH/PHS/2005/PI/H/2. (uniquement en anglais et en arabe)

Promouvoir la sécurité humaine : cadres éthiques, normatifs et éducatifs en Amérique latine et dans les Caraïbes

Claudia F. Fuentes & Francisco Rojas Aravena
205 p., UNESCO, 2005.
SHS/FPH/PHS/2005/PI/H/1. (uniquement en anglais et en espagnol)

Promouvoir la sécurité humaine : cadres éthiques, normatifs et éducatifs en Asie orientale

Shin-wha Lee
123 p., UNESCO, 2004.
SHS/FPH/PHS/2004/PI/H/1. (uniquement en anglais)

La violence et ses causes : où en sommes-nous ?

144 p., UNESCO/ Economica, Collection défis, 2005. 13 €, ISBN 92-3-203989-3
Pour commander le livre : <http://publishing.unesco.org> (également disponible en anglais)

La pauvreté, une fatalité ? Promouvoir l'autonomie et la sécurité humaine des groupes défavorisés : Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger

284 p., UNESCO/ Karthala, 2002. 16,00 €, ISBN 92-3-203878-1
Pour commander le livre : <http://publishing.unesco.org>



Les femmes et la paix en Afrique : études de cas sur les pratiques traditionnelles de résolution des conflits

139 p., UNESCO, 2003.
SHS-20032/WS/38 (également disponible en anglais)

Paix et démocratie : une prise de repères

Alain Caillé
113 p., UNESCO, 2004.
SHS. 2004/WS/6. (également disponible en arabe et en anglais)
Pour lire le document en français : <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001354/135498f.pdf>

Actes de la Conférence internationale sur « La sécurité humaine en Asie orientale »

289 p., UNESCO/ Commission nationale coréenne pour l'UNESCO/ Institut de relations internationales de l'Université de Corée, Séoul, République de Corée, 2004.
SHS/2004/CONF.1/H/3 (uniquement en anglais)

Séminaire international sur la sécurité internationale contemporaine : conséquences pour la sécurité humaine et dans les Caraïbes

197 p., UNESCO/ FLACSO-Chili, 2005.
SHS/FPH/PHS/2005/PI/H/6 (uniquement en espagnol)

Actes de la réunion d'experts sur « Paix, sécurité humaine et prévention des conflits en Amérique latine et dans les Caraïbes »

373 p., UNESCO/FLACSO-Chili, 2002. (uniquement disponible en anglais et en espagnol)



Quel ordre du jour pour la sécurité humaine au XXI^e siècle ? Actes de la 1^{re} réunion internationale des directeurs d'établissements de recherche et de formation à la paix

154 p., 2^e édition, UNESCO, 2005.
SHS/FPH/PHS/2005/PI/H/3 (uniquement en anglais)

Paix coopérative en Asie du Sud-Est : actes du symposium international organisé à Jakarta, Indonésie, les 11 et 12 septembre 1998

220 p., UNESCO/ASEAN, 1999. CAB.99/WS/3 (uniquement en anglais)

Paix, sécurité humaine et prévention des conflits en Afrique. Actes de la réunion d'experts UNESCO-ISS organisée à Pretoria, Afrique du sud, les 23 et 24 juillet 2001

114 p., UNESCO, 2001. (uniquement disponible en anglais)
www.unesco.org/securipax/images/ISSfinal.pdf



Violence : un cahier de l'UNESCO

72 p., UNESCO, 1995. (également disponible en anglais)
Pour lire le document en français : <http://unesdoc.unesco.org/images/0010/001007/100776fb.pdf>

Quelle sécurité ?

156 p., UNESCO, 1997. CAB.97/WS/3 (également disponible en anglais)
Pour lire le document en français : <http://unesdoc.unesco.org/images/0010/001096/109626f.pdf>

Des insécurités partielles à la sécurité globale : actes du symposium international organisé à Paris, à la Maison de l'UNESCO, du 12 au 14 juin 1996.

208 p., UNESCO/IHEDN, 1997. CAB.97/WS/1 (également disponible en anglais)
Pour lire le document en français : <http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001106/110639fo.pdf>

OUTILS

Manuel de l'éducation à la citoyenneté : « La défense au service de la paix »

UNESCO/Commission nationale française pour l'UNESCO/CNDP, 2005.
Réalisé en partenariat avec la Commission nationale française pour l'UNESCO, ce manuel met à la disposition des éducateurs et des enseignants du secondaire un ensemble d'informations sur la défense en France, son fonctionnement, ses valeurs et ses attributs, ainsi que tous les corollaires relatifs à la citoyenneté, aux droits de l'homme, à la démocratie et aux valeurs universelles du droit et de l'éducation civique. Ce manuel se présente sous la forme

d'une quarantaine de fiches, réparties en 3 principaux chapitres intitulés « Les fondements de la paix et de la sécurité internationale », « Risques et menaces pour la paix et la sécurité internationales » et « La défense de la paix, une action globale ». Constituant un véritable ouvrage de référence, il propose à son exploitation pédagogique élaborée par des professeurs de l'enseignement secondaire. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Kristina Balalovska**, k.balalovska@unesco.org, tél. : + 33 1 45 68 38 02
Site web : www.unesco.org/shs/philosophy



OUTILS

L'interaction entre la démocratie et le développement : rapport de synthèse Boutros Boutros-Ghali

47 p., UNESCO, 2003. SHS. 2003/WS/24
Disponible dans les six langues officielles de l'UNESCO (arabe, anglais, chinois, espagnol, français et russe), cet ouvrage, accessible gratuitement sur le web, rassemble les principales

recommandations et les conclusions du rapport *L'interaction démocratie et développement*, présenté, en 2002, par le Panel international sur la démocratie et le développement, présidé par l'ancien Secrétaire général des Nations Unies. ¶

Pour lire le document : <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001323/132343f.pdf>

Migrations internationales, développement urbain, demande de participation des populations à l'élaboration des politiques publiques... **Les réalités du monde contemporain ne cessent d'évoluer.** En soutenant la recherche en sciences sociales et en s'efforçant d'en partager les résultats avec le plus grand nombre, **l'UNESCO contribue à aider la communauté internationale à mieux comprendre ces réalités afin de mieux répondre aux défis** qu'elles posent. À travers le Secteur des sciences sociales et humaines (SHS), **l'Organisation a par ailleurs la responsabilité de coordonner le seul programme des Nations Unies sur la gestion des transformations sociales** (le programme MOST) et s'emploie particulièrement, dans ce cadre, à resserrer les liens entre les chercheurs et la communauté des décideurs au sens large.

Migrations : des musées pour bâtir l'avenir

Comme nous l'annoncions dans le précédent numéro de *SHS Regards*, un projet commun de l'UNESCO et de l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM) sur la mémoire des migrants a été officiellement lancé à Rome (Italie), le 23 octobre dernier.

Alors que la question de l'intégration des populations immigrées fait régulièrement la Une de l'actualité, l'UNESCO et l'OIM ont lancé, en octobre 2006, un projet visant à soutenir le développement et la création de musées des migrations à travers le monde.

Constituant la première étape de ce projet, une rencontre d'experts internationaux s'est en effet tenue à Rome (Italie), du 23 au 25 octobre, au Siège de la Commission nationale italienne auprès de l'UNESCO. Elle fut l'occasion de dresser un premier « état des lieux » des musées existants et des projets muséographiques en cours.

Venus d'Allemagne, d'Australie, du Brésil, du Danemark, d'Espagne, de France, d'Israël, d'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, du Royaume-Uni, de Suède, et de Suisse, une vingtaine de spécialistes ont échangé expériences et informations durant trois jours.

Ils ont constaté que, si les autorités publiques soutiennent et sont souvent à l'origine de la création de lieux d'histoire des migrations, dans certains pays des espaces de ce genre sont aujourd'hui menacés faute de crédits suffisants.

Pourtant, selon eux, il ne fait aucun doute que, pour favoriser l'intégration des différentes générations issues de l'immigration et le respect du droit à la différence, il est urgent de (re)créer des liens entre les populations des pays d'accueil et pays d'origine, en écoutant les histoires individuelles et en s'appuyant sur l'histoire des mouvements migratoires.

Partant de cette conviction, les experts réunis à Rome ont relevé que les musées sur l'histoire des migrations sont tous confrontés aux mêmes défis : être des lieux de conservation, de restauration et de restitution, mais surtout des lieux vivants, intéressants tous les publics, et en particulier ceux qui sont les plus éloignés des lieux de culture.

Durant cette rencontre, ils se sont donc interrogés sur la manière de s'appuyer sur ces musées des migrations pour contribuer à une nouvelle identité plurielle à l'échelle de l'individu et du pays, mais également sur les politiques à mettre en œuvre, tant en terme de communication que d'éducation populaire, pour toucher le public le plus large possible.

Toutes ces questions ont donné lieu à des échanges approfondis qui feront l'objet d'une série d'articles à paraître dans la *Revue Internationale sur les Sociétés Multiculturelles*, dont le prochain numéro est consacré aux « Communautés transnationales et Réseaux de connaissances internationales ».

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Paul de Guchteneire, p.deguchteneire@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 38 50
Site web : www.unesco.org/migration



La France vient d'inaugurer une Cité nationale de l'histoire de l'immigration.

Migrations et développement : propositions de l'UNESCO en 2007

Le défi des migrations africaines a fait débat lors la 175^e session du Conseil exécutif.

L'émigration africaine vers l'Europe a pris des proportions dramatiques depuis 2005. Chacun a à l'esprit l'image de ces jeunes Africains qui tentent d'entrer en Espagne depuis le Maroc, ou qui montent sur des embarcations de fortune pour atteindre clandestinement les côtes européennes, aux Canaries ou au large de la Sicile.

Ces événements tragiques ont interpellé le Conseil Exécutif de l'UNESCO, qui, alors que cette question n'était pas à l'ordre du jour, a décidé de débattre des enjeux liés aux migrations internationales lors de sa 175^e session qui s'est tenue dans la première quinzaine du mois d'octobre 2006.

Intitulé « Le rôle de l'UNESCO face au défi des migrations africaines », un point a ainsi été inscrit à l'ordre du jour par le Sénégal qui, au nom du Groupe Afrique, a insisté sur la nécessité pour l'Organisation d'améliorer le sort de la jeunesse africaine qui, en mal de perspectives socio-économiques, risque aujourd'hui sa vie dans des tentatives désespérées pour rejoindre l'Europe.

Les États membres du Conseil Exécutif de l'UNESCO ont fait bon accueil à cette proposition et adopté une résolution qui insiste sur les enjeux des migrations en termes de droits humains, rappelant notamment la nécessité de promouvoir davantage les outils juridiques existants au niveau international, telle la Convention des Nations Unies sur les droits des migrants et de leur famille.

Alors que les Nations Unies viennent de mettre en place un Forum mondial sur les migrations, à l'issue du Dialogue de Haut Niveau qui s'est tenu, en septembre 2006, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, l'UNESCO a décidé de mettre sur pied un groupe de travail chargé de faire des propositions concrètes sur les questions de migrations africaines et de développement.

Les premières propositions de ce groupe de travail sont attendues pour la 176^e session du Conseil, qui aura lieu au printemps 2007. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Antoine Pecoud, a.pecoud@unesco.org,
tél. : +33 1 45 68 43 31

Lire aussi le dossier de *SHS Regards* n°14, disponible en ligne sur www.unesco.org/shs/regards.

Réunion des réseaux de connaissances de la diaspora

Des chercheurs en sciences sociales et en sciences de l'ingénieur se sont réunis, à Paris (France), du 3 au 5 octobre, dans le cadre du projet « Réseaux des connaissances de la diaspora » mené par l'UNESCO et le Comité international pour l'information et la documentation en sciences sociales.

À l'ordre du jour de cette réunion : la manière dont les nouvelles technologies de l'information et de la communication peuvent contribuer au développement économique et social des pays d'origine et d'accueil des migrants, à travers leur utilisation par la diaspora.

Organisée autour de six sessions de travail, dont une table ronde à laquelle participaient des représentants de l'UNESCO, de l'OCDE et du CNRS, cette réunion a cherché à explorer, de manière critique, les concepts de « Diaspora », de « connaissances » et de « réseaux ». Elle fut également l'occasion de faire le point sur des projets de recherche en cours, notamment en Colombie et en Nouvelle-Zélande. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
William Turner, turner@limsi.fr, + 33 1 69 85 81 03
Site web : <http://www.dk-network.org>

ZOOM



© Karin Cermak/UNESCO Beijing

DÉBAT CONTRADICTOIRE EN CHINE

Dans le prolongement du festival « Ensemble avec les migrants », dont l'édition 2006 a connu un vif succès – jusqu'à être relayée par la presse internationale et une chaîne de télévision publique française –, la Conférence internationale sur les migrations qui s'est tenue à Beijing (Chine), les 19 et 20 octobre derniers, a créé l'événement. Rassemblant près de 300 personnes, elle a été le théâtre de débats intenses et contradictoires sur la capacité du pays à répondre aux besoins générés par les importants flux migratoires que connaît la Chine, en termes, notamment, de services sociaux et d'intégration urbaine. Si certains chercheurs ont ainsi contesté le caractère positif de l'urbanisation, s'inquiétant en particulier de l'apparition de bidonvilles et d'une augmentation de la violence, d'autres ont rappelé que les mouvements de populations intérieures pouvaient être extrêmement bénéfiques au développement des villes moyennes, se déclarant convaincus que ce développement pouvait être canalisé.

La Conférence, organisée par l'UNESCO et l'Académie Chinoise des Sciences Sociales (CASS), constituait l'avant-dernière étape du projet « Ensemble avec les migrants » lancé il y a 5 ans sous les auspices du programme de réduction de la pauvreté. La dernière étape doit, quant à elle, intervenir avant la fin de l'année 2006, par la présentation au Premier ministre chinois d'un document de recommandations politiques favorisant une meilleure intégration des populations migrantes. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Geneviève Domenach-Chich,
g.domenach-chich@unesco.org, tél. : +86 10 6532 7684

Le programme MOST en Europe : vers une société pour tous les âges



© Sayyed Nayyer Reza / UNESCO

Sous l'égide du programme MOST de l'UNESCO, Bruxelles a accueilli, les 29 et 30 novembre 2006, un colloque sur le vieillissement des populations qui fut l'occasion de lancer l'implication du seul programme des Nations Unies sur la gestion des transformations sociales dans l'un des enjeux les plus importants des transformations sociales contemporaines...

Comment assurer une meilleure articulation entre réflexions sur le vieillissement « actif » et politiques culturelles ? Les 29 et 30 novembre dernier, cette question était au cœur du colloque « Vers une société multiâges : les dimensions culturelles des politiques du vieillissement » organisé à Bruxelles (Belgique), en coopération avec le Comité social et économique européen, le réseau d'instituts culturels européens EUNIC, et la Plate-forme européenne des personnes âgées AGE.

Le vieillissement des populations, en effet, ne concerne pas les seuls systèmes de retraite ou de santé et constitue l'un des enjeux les plus importants des transformations sociales

contemporaines. En Europe notamment, l'allongement de la vie et l'accroissement de la part des personnes âgées dans les populations posent de véritables défis qui engagent toutes les dimensions des politiques sociales : santé, dépendance, logement, protection sociale, emploi, formation continue, fiscalité, transmissions entre générations... De fait, les plus anciens d'entre nous ont un rôle essentiel à jouer comme acteurs d'une société où tous ont leur place, notamment par le biais de la participation culturelle.

Soutenir la recherche

Sachant qu'aucune solution ne saurait être envisagée qui oppose simplement les « jeunes » aux « vieux », reste à trouver le fondement d'une société véritablement « pour tous les âges » – objectif central du Plan d'action international sur le vieillissement, adopté en 2002, à Madrid (Espagne), lors de la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement.

Ce dernier souligne, en effet, que, si la prise en compte du changement démographique exige un cadre éthique incontesté, fondé sur la dignité et les droits humains, celui-ci ne suffit pas. Il faut aussi davantage promouvoir la recherche – y compris dans les pays en développement – afin d'intégrer la perspective du vieillissement dans des politiques étayées par des connaissances solides.

Mettant précisément l'accent sur l'articulation entre recherche et action publique, pour contribuer à l'élaboration de politiques publiques mieux à même de faire face aux réalités du monde contemporain, le programme MOST s'est donné, comme priorité régionale pour l'Europe et l'Amérique du Nord, les « populations vieillissantes ». Dans les années à venir, MOST fera donc une place plus importante aux manifestations et aux publications traitant des défis que fait naître le vieillissement. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Cecilie Golden**, c.golden@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 45 23
Site web : www.unesco.org/shs/most/ageing/conference.

2^e Université d'été

De nombreux chercheurs, étudiants en maîtrise, jeunes doctorants et professeurs de l'enseignement supérieur, devraient se retrouver, du 26 février au 2 mars 2007, à Salvador de Bahia (Brésil), pour participer à la 2^e Université d'été du programme MOST pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Sur le thème « Politiques et gestion sociale du développement local :

dépasser la pauvreté et les inégalités en Amérique latine », des conférences, des ateliers sur des cas d'études, et deux séminaires seront organisés par le Centre latino-américain pour l'économie humaine (CLAEH), le Centre interdisciplinaire de développement et de gestion sociale (UFBA) et l'UNESCO. ¶

Tous les détails sur www.claeh.org.uy/most.htm

ZOOM



© A. Escalante de Robio

COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Du 15 au 20 octobre, le programme MOST a permis à des élus et des hauts fonctionnaires du Chili, de Colombie, d'Équateur et du Mexique d'échanger leurs expériences avec les responsables de la région française Provence-Alpes-Côte d'Azur (photo), puis de rencontrer, à Bruxelles, la Direction générale

pour la politique régionale de la Commission européenne, le Comité économique et social et le Comité des régions européennes. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Pasquale Capizzi**, p.capizzi@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 38 05

Conférence à Beijing pour une réhabilitation humaine des villes



Une conférence internationale organisée en Chine, en janvier 2007, réunira des chercheurs et des élus soucieux de trouver un équilibre entre cohésion sociale et valorisation du patrimoine, et sera l'occasion de faire le bilan du projet de réhabilitation du « Vieux Beijing » conduit, depuis 2002, par l'UNESCO.

La gare de Beijing où plusieurs projets de réhabilitation ont été lancés à la veille des Jeux Olympiques.

***** Reconversion de carrières en Tunisie

Après Marrakech (Maroc) sur le problème de l'urbanisation incontrôlée de la Palmeraie, et Saïda (Liban) sur le lien entre le rural et l'urbain dans la zone périphérique située au nord de la ville, l'atelier de terrain annuel de la Chaire UNESCO en paysage et environnement de l'Université de Montréal (lire p.26) s'est tenu à Mahdia (Tunisie) du 16 au 25 novembre 2006.

Sur le thème « Dix projets d'aménagement pour le développement viable des carrières de Mahdia », il s'agissait d'apporter des solutions au réaménagement d'anciennes carrières, dont seules 4 demeurent en activités. Témoins du peuplement de cette ville côtière tunisienne, ces carrières ont depuis longtemps laissé place à des cavités qui constituent une frontière entre la zone rurale et la zone urbaine, limitant l'urbanisation de Madhia et représentant, par endroit, un danger pour les promeneurs. Offrant différents points de vue sur le réaménagement possible de ces carrières, et s'appuyant sur la volonté de la municipalité de valoriser son patrimoine périphérique, cet atelier de terrain de la Chaire canadienne a permis à la ville de bénéficier d'une approche multidisciplinaire et internationale, puisque les chercheurs de six pays y ont été associés (Canada, Italie, Liban, Maroc, Syrie et Tunisie). ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Brigitte Colin, b.colin@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 37 54

Du 22 au 24 janvier 2007, une conférence internationale intitulée « Revitalisation urbaine équilibrée : entre cohésion sociale et conservation du patrimoine » se tiendra à l'université Tsinghua de Beijing.

Cet événement permettra à des maires et à des chercheurs chinois et étrangers d'échanger diverses expériences de réhabilitation et de réfléchir ensemble à la manière de contrôler le phénomène de gentrification des quartiers réhabilités. Le souci de redynamiser les quartiers historiques des centres urbains s'accompagne en effet souvent d'un embourgeoisement de ces quartiers au détriment des populations les plus modestes qui sont repoussées vers les périphéries.

Études de cas

Quelles sont les similitudes et les différences entre les processus de rénovation urbaine qui se développent en Asie, en Amérique latine, dans le Monde arabe et en Europe de l'Est et ceux que l'on observe en Europe et en Amérique du Nord ? Quels impacts physiques ont-ils sur l'environnement ? Quelles sont leurs conséquences socio-économiques et culturelles pour les habitants des zones concernées à Beijing, Shangai, Gangjin, Karachi, Ispahan, Banska Stiavnica et Budapest ? Sont-elles les mêmes qu'à Montréal, Lyon, Paris ou Barcelone ? Comment anticiper les effets de ce phénomène et envisager les défis qu'il pose en termes socio-économiques et culturels ? Autant de questions qui seront soulevées à travers des études de cas et des débats.

Au cours de ces trois jours, les participants pourront également vérifier par eux-mêmes les transformations en cours dans plusieurs quartiers historiques, et notamment celui du « Vieux Beijing », cette conférence internationale offrant l'occasion de dresser le bilan d'un projet conduit, depuis cinq ans, dans ce quartier. En 2002, l'UNESCO a en effet pris l'initiative de promouvoir une réhabilitation « humaine » du « Vieux Beijing », menacé par de nombreux plans de rénovation à l'approche des Jeux Olympiques.

Un projet exemplaire

Après un premier colloque sur les questions de préservation et de modernisation des quartiers historiques organisé en 2002, un projet de recherche-action avait été lancé en 2003 sur la durabilité sociale du quartier de Yandaixiejie, avec le Département de Sociologie de l'Université de Tsinghua. Les résultats de cette enquête avaient alors donné lieu à un rapport et à des recommandations sur la rénovation de ce quartier. La collaboration entre l'UNESCO et Tsinghua s'était poursuivie avec un atelier sur la préservation du « Vieux Beijing », organisé en novembre 2004, et deux nouveaux projets de recherche en 2006, sur les quartiers de Baimixiejie et Huashi Est.

En 2005, l'UNESCO avait, par ailleurs, organisé l'évènement « Beijing et Beijing », afin de sensibiliser l'opinion publique aux questions de revitalisation urbaine et de cohésion sociale. Pendant une semaine, architectes, urbanistes, promoteurs, étudiants, artistes et habitants de quartiers traditionnels avaient ainsi pu échanger leurs idées sur le développement urbain et la préservation de Beijing. « Beijing et Beijing » a également permis de mettre en lumière le regard des habitants sur leur quartier à travers une exposition de photographies. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Geneviève Domenach-Chich,
g.domenach-chich@unesco.org,
tél. : +86 10 6532 7684

Développement : pas d'UNESCO, sans

La création, en 2007, de deux nouvelles Chaires UNESCO liées au programme « Développement urbain et migrations internationales » est l'occasion de rappeler le rôle essentiel joué par ces laboratoires universitaires.

Dans ses fonctions de laboratoire d'idées et de catalyseur de la coopération internationale, l'UNESCO ne servirait à rien si elle n'était alimentée par des scientifiques et des intellectuels du monde entier, et en particulier par un important réseau d'universités concentrant leurs travaux dans les domaines prioritaires de l'Organisation.

Derrière le label « Chaire UNESCO » se cachent en effet des centaines, voire des milliers de cerveaux qui, sur chaque continent, conduisent des recherches interdisciplinaires, avec le souci d'en faire bénéficier l'ensemble de la communauté internationale.

C'est particulièrement vrai s'agissant des Chaires en « Développement urbain et migrations internationales » qui contribuent au programme MOST sur la gestion des transformations sociales en fournissant des données indispensables à l'élaboration de politiques publiques susceptibles de répondre aux défis posés par l'accélération de l'urbanisation.

Urbanisations et migrations

Relativement récents, les laboratoires de recherche universitaires qui explorent toutes les composantes de la ville – tant en matière de paysages que de nouvelles citoyennetés ou de contribution des migrants au développement urbain – verront en 2007 leur nombre augmenter. Par là même, le nombre d'informations et d'analyses disponibles sur le monde urbain sera également multiplié.

Prolongeant la coopération fructueuse menée depuis plusieurs années avec le Canada et les pays méditerranéens autour du programme « Développement urbain et migrations internationales », l'UNESCO

étend son activité au continent européen, où deux nouvelles Chaires seront mises en place en 2007.

La première verra le jour en France, à l'initiative de l'École Nationale des Travaux Publics (ENTP) de Lyon.

Spécialisée en « Politiques urbaines et citoyenneté », cette Chaire conduira des études interdisciplinaires sur la citoyenneté en actes en milieu urbain, et explorera notamment l'impératif participatif qui modifie, depuis quelques années, les relations entre la sphère du politique et les sociétés civiles. S'inscrivant dans la continuité du débat public sur « Politiques urbaines et Droit à la ville », organisé en 2005, au Siècle de l'UNESCO, cette nouvelle Chaire organisera, chaque année, des ateliers de restitution de ses travaux, afin de partager ses résultats avec les scientifiques et les élus des différentes villes impliquées dans le réseau universitaire international de l'UNESCO, en particulier en Amérique latine, dans le Monde arabe et au Canada. →



Chaque année la Chaire de Montréal conduit un atelier sur le terrain, comme ici à Saïda, au Liban, en 2005.

© Philippe Poulhaire Gontier

Montréal : 1 chaire qui alimente 3 programmes

S'étant donnée pour mission de tenter de répondre à la préoccupation grandissante de nos sociétés en matière de cadres de vie et de valorisation des territoires, la Chaire UNESCO en paysage et environnement de l'Université de Montréal (Canada) compte parmi les plus dynamiques. Caractérisation des valorisations sociales et culturelles des territoires urbains et périphériques ; développement d'intentions et de logiques de projet de paysage dans une

perspective soucieuse des enjeux socioculturels et environnementaux ; compréhension du rôle du paysage dans la recomposition sociale, en liaison avec les phénomènes de migrations urbaines : la recherche en architecture du paysage y croise d'autres disciplines de l'aménagement (architecture, urbanisme, design) et des sciences sociales, humaines et naturelles (anthropologie, géographie, écologie). Créée en 2003, elle est affiliée à plusieurs

programmes de l'UNESCO : le programme sur la gestion des transformations sociales (MOST), celui sur l'homme et la biosphère (MAB) et le Centre du patrimoine mondial (WHC), avec lesquels elle conduit, chaque année, des ateliers de formation sur des sites où les acteurs sociaux et gouvernementaux sont confrontés à des problèmes d'aménagement concrets (lire p. 25). ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Brigitte Colin**, b.colin@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 37 54

ses Chaires

→ La seconde Chaire liée au programme « Développement urbain et migrations internationales » verra, quant à elle, le jour en Italie, à l'initiative de l'Université de Venise.

Après avoir mené un important travail de recherche avec l'ONU-Habitat sur « Migrations internationales et ville », cette université a en effet souhaité s'associer à l'UNESCO pour explorer les questions de cohésion sociale et d'intégration spatiale des migrants dans les villes.

Ces questions couvrant des dimensions à la fois sociales, économiques, culturelles et politiques, cette autre Chaire UNESCO s'attachera, elle aussi, à travailler de manière interdisciplinaire. Elle devrait ainsi faire appel à des spécialistes de la planification urbaine, des sciences politiques, de l'économie ou encore de la sociologie, issus de différentes universités et centres de recherches d'Amérique latine, d'Asie, du Canada et d'Europe. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Brigitte Colin, b.colin@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 37 54

OUTILS

Droit à la ville

Publié au printemps 2006 pour être notamment diffusé lors du Forum urbain mondial qui s'est tenu en juin à Vancouver (Canada), l'ouvrage rendant compte des deux ateliers publics sur « politiques urbaines et droit à la ville », organisé en 2005 au siège de l'UNESCO, à Paris, s'est immédiatement trouvé en rupture de stock.

Depuis, il n'était disponible que sur le site web de l'UNESCO. Désormais, il existe également en CD-Rom facilitant ainsi l'accès du plus grand nombre aux réflexions autour d'un concept né en France dans les années 60, qui s'est matérialisé sous différentes formulations dans certaines politiques urbaines, notamment en Europe et au Canada. À l'occasion du Forum Social Mondial de Porto

Alegre (Brésil) une « Charte mondiale sur le droit à la ville » avait été proposée par des ONG d'habitants et de défense du Droit au logement. ¶

Pour se procurer le CD-Rom, merci de contacter : **Séverine Calza**, s.calza@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 43 32



« Grandir en Ville » au Kenya

Dès janvier 2007, le projet mené par la Chaire UNESCO de l'Université de Cornell permettra à des jeunes de Nairobi de s'impliquer dans le développement de leur ville.

S'appuyant sur le succès des expériences conduites dans plusieurs régions du monde depuis dix ans, le projet « Grandir en ville », développé par la Chaire UNESCO de Cornell (États-Unis), lance une nouvelle initiative concernant l'un des plus grands défis de l'urbanisation contemporaine : la vie et les perspectives des jeunes grandissant dans les bidonvilles d'Afrique.

De tous les continents, l'Afrique est en effet celui qui connaît actuellement le développement le plus rapide, avec des croissances urbaines rivalisant avec celles qu'a connues l'Europe pendant la révolution industrielle, et des conditions parfois tout aussi horribles. Plus de deux tiers des habitants des zones urbaines vivent ainsi dans des campements construits par eux-mêmes, où les infrastructures, les services et

les ressources sont sévèrement réduits. Pour ces citoyens, la vie exige une improvisation quotidienne. Cela produit un paysage complexe où les « données dures » sont insaisissables, la forme de la ville flexible, et les relations politiques et sociales toujours changeantes. De fait, les structures sur lesquelles s'appuient habituellement les planificateurs, les concepteurs, et les décideurs politiques, n'existent pas.

Le projet « Grandir dans les villes Est-africaines » (GUEAC) cherchera donc à impliquer les habitants aux côtés de l'ensemble des professionnels de la ville afin qu'ils contribuent à évaluer et à élaborer des réponses adaptées à quelques-uns des plus importants défis du développement urbain africain. Pour ce faire, il s'appuiera sur la plus grande richesse de l'Afrique : sa jeunesse.

Le projet pilote sera lancé à Nairobi, en collaboration avec l'ONU-Habitat, le Forum UNESCO de la jeunesse du Kenya et le « One Stop Youth Center » de Nairobi. Dès janvier 2007, un travail de terrain sera engagé avec des jeunes et des résidents des quartiers



Dès janvier 2007, des jeunes de Nairobi donneront leur avis sur les quartiers où ils vivent.

concernés. Au printemps, un atelier sera organisé à Cornell, où des étudiants contribueront à l'architecture, à l'urbanisme et à l'ingénierie au service de stratégies de conception, de gouvernance et d'environnement qui soutiennent – sans s'y substituer – les initiatives locales visant à transformer les bidonvilles en espaces de stabilité, de sécurité et de dynamisme économique. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

David Driskell, coordinateur du projet « Grandir en Ville », dd96@cornell.edu

L'intégration régionale : un défi pour les pays

Alors qu'un 2^e Forum des ministres du Développement social de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se tiendra les 12 et 13 février 2007 en Guinée, pas moins de 10 séminaires nationaux sur « Les États-Nations face au défi de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest » vont être organisés par l'UNESCO dans 10 pays de la CEDEAO.

Après le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, le Ghana et le Mali, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée Bissau, le Liberia, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo devraient accueillir, dans les mois à venir, des séminaires nationaux sur « Les États-Nations face au défi de l'intégration régionale ».

Sous l'égide du programme de l'UNESCO sur la gestion des transformations sociales (MOST), une vaste réflexion a, en effet, été engagée sur ce thème en 2005, à laquelle participent de nombreux scientifiques des



© 2003, et G. Barton

pays membres de la CEDEAO, qui se sont retrouvés à Dakar (Sénégal), en mars 2006, pour un séminaire d'étape dont le rapport final a été remis en octobre dernier.

À mi-parcours de l'objectif fixé, leurs échanges ont confirmé que si la question de l'intégration des États africains se pose depuis plusieurs décennies, l'urgence de trouver les formes d'un développement durable pour répondre aux besoins et aux aspirations des populations africaines lui confère une acuité particulière.

Les participants au séminaire d'étape

Les chercheurs africains insistent sur la nécessité de développer les transports.

de Dakar ont ainsi jugé définitivement obsolète le modèle étatique et sa forme territoriale, tous deux hérités de la colonisation. De fait, durant les trois jours de

cette rencontre, la question du dépassement des souverainetés nationales, celle de l'identité et de la citoyenneté, ainsi que la question de la résolution des conflits en Afrique et de la dynamique économique qui en découle, sont largement revenues.

Constatant qu'une écrasante majorité des Africains de l'ouest ignorent l'existence et les objectifs d'institutions telle que la CEDEAO, les intervenants ont insisté sur l'importance de ramener l'information à la base, par une communication de masse à travers les médias communautaires, ➔

***** Création d'un Forum d'intellectuels pour la Corne de

Des intellectuels et des chercheurs de la partie la plus à l'est de l'Afrique ont décidé de solliciter leurs pairs pour travailler ensemble, dès 2007, à l'avenir et au destin commun des peuples de la Corne de l'Afrique.

Un Forum de réflexion rassemblant des intellectuels et des chercheurs soucieux de contribuer au développement de la Corne de l'Afrique doit être lancé en 2007, avec le soutien du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO.

Sous le nom « L'horizon de la Grande Corne », cette initiative, imaginée par un groupe de chercheurs issus des pays concernés et de leurs diasporas, a pour objectifs de :

- contribuer à la recherche d'un consensus fort sur une vision à long terme en faveur de la stabilité, du développement durable et de l'intégration régionale ;
- produire des études et des analyses susceptibles de contribuer à la formulation de politiques proactives répondant aux nouveaux défis dans la région ;
- organiser des sessions de formation périodiques dans le domaine du dialogue interculturel et de l'intégration régionale

à l'intention de diverses parties prenantes ;

- encourager les universités et les instituts de recherche à développer des études ciblées sur les principales tendances dans la région utilisant des approches en termes d'anticipation et de scénarios.

Dans un code de conduite qu'ils entendent soumettre à l'ensemble des intellectuels et chercheurs concernés par le devenir de cette région affligée par une histoire faite de crises, les initiateurs du projet considèrent, en effet, que « ces approches ont pour vertu de faciliter l'effort nécessaire de dépasser les analyses polémiques de la situation présente et passée, qui font souvent ➔

d'Afrique

➔ mais également par la revalorisation des langues nationales, qui pourrait par ailleurs favoriser une meilleure compréhension des décisions prises par les acteurs politiques.

Tous sont également convenus de l'absolue nécessité de mettre en cohérence les différents programmes et agendas des organisations sous-régionales afin de renforcer leur efficacité et leur visibilité sur le terrain.

Saluant la dynamique enclenchée à l'occasion du 1^{er} Forum international sur les interfaces entre politiques et sciences sociales, qui s'est tenu en février 2005 en Argentine et en Uruguay, ils ont souhaité que ce rapprochement entre les chercheurs et les acteurs politiques trouve un écho en Afrique.

Les travaux se sont achevés sur une proposition qui a reçu l'approbation de l'ensemble des séminaristes : la création d'un Centre d'étude sur l'Intégration régionale en Afrique de l'Ouest. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Boubacar Barry**, bbarry@ucad.sn, tél. : +221 849 23 04

Le bilan des 5 premiers séminaires nationaux est disponible sur le site web du bureau de l'UNESCO à Dakar à l'adresse suivante : www.dakar.unesco.org

OUTILS

Les débats de la Gambie sur DVD

Comptant parmi les premiers séminaires nationaux organisés sur « Les États-Nations face au défis de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest », celui qui s'est tenu à Banjul (Gambie) a fait l'objet d'une restitution sous la forme d'un DVD.

Sous la coordination scientifique du Dr. Siga Fatima Jagne, ce séminaire a souligné le rôle joué par les femmes dans le processus d'intégration sous-régionale, dimension qui est également apparue dans les discussions au Mali.

À l'issue de leurs travaux, les participants au séminaire gambien ont recommandé la mise sur pied d'une politique de communication

à la base, afin que les populations soient au même niveau d'information que les politiques. Pour cela, ils ont insisté sur la nécessité de s'appuyer sur les radios communautaires et souhaité que les décisions politiques d'intégration prises par les États dans le cadre des organisations sous-régionales soient relayées dans les différentes langues nationales. ¶

Pour se procurer le dvd, merci de contacter : **Carrie Marias**, c.marias@unesco.org, tél. : +211 849 23 23



Cap-Vert : une intégration ambiguë ?

C'est à la veille de la commémoration de la mort d'Amilcar Cabral – Journée des héros nationaux au Cap-Vert – que se tiendra, du 15 au 19 janvier 2007, à Praia, sur l'île de Saõ Tiago, la Conférence sur l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, s'inscrivant dans le cadre de la série des séminaires conduits sur ce thème par le programme MOST.

Lors de la réunion de restitution des premiers séminaires nationaux organisés depuis 2005 (lire ci-contre), la complexité de cette intégration avait été soulignée.

Pour débattre de cette question, il paraît, en effet, important d'envisager les rapports historiques, économiques, politiques et culturels du Cap-Vert avec l'Afrique de l'Ouest et de discuter de leur avenir commun, en n'omettant pas d'explorer toutes les spécificités de l'archipel, et notamment la manière dont il a été peuplé, comment son économie s'est développée, les particularités de l'identité nationale, ainsi que les relations du Cap-Vert avec sa diaspora.

Faisant partie des rares pays africains en bonne voie pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, le Cap-Vert est une terre de métissage qui bénéficie d'une situation géographique exceptionnelle, à la frontière maritime de l'Europe, de l'Amérique (Brésil) et de l'Afrique.

En dépit de son appartenance à la CEDEAO, et appuyant fortement le NEPAD, l'archipel se heurte à des blocages en termes de transports, de facilités bancaires, de contacts entre les opérateurs économiques qui limitent le développement d'un partenariat économique plus étroit.

Indépendant depuis 1975, plus de 2/3 de ses échanges commerciaux se font ainsi aujourd'hui avec l'Union Européenne, et principalement avec le Portugal. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Iva Cabral**, iva.cabral@parlamento.cv

l'Afrique

➔ dévier le débat intellectuel sur cette région. »

Creuset de cultures parfois proches, parfois éloignées, mais toujours entremêlées, la Corne de l'Afrique est la partie la plus à l'est du continent africain, et est ainsi surnommée parce qu'elle ressemble à la corne d'un animal. Elle comprend Djibouti, l'Éthiopie, l'Érythrée et la Somalie, et, en un sens étendu, les autres pays de la région (Kenya, Soudan et Ouganda) qui font partie de États membres de l'Autorité intergouvernementale pour le Développement (IGAD). ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **John Nkinyangi**, j.nkinyangi, tél. : +254 (20) 762 12 44



« L'horizon de la Grande Corne », c'est sortir des conflits et des famines, comme ici au Soudan.

Succès du 5^e Forum mondial du Sport

C'est dans la cité chinoise de Beijing, où se dérouleront les prochains Jeux Olympiques, que s'est tenue, fin octobre 2006, la 5^e édition du Forum mondial sur le sport, l'éducation et la culture.

Du 24 au 26 octobre dernier, plus de 700 personnalités du monde du sport, de l'enseignement, mais également de la politique, se sont retrouvées à Beijing (Chine) à l'occasion du 5^e Forum mondial sur le sport, l'éducation et la culture.

Durant deux jours, des athlètes, des universitaires, des militants associatifs, des responsables de Comités nationaux olympiques (CNO) et du Comité International Olympique (CIO), ainsi que des représentants de gouvernements et de collectivités locales ont débattu, à travers plusieurs ateliers, du rôle fondamental de l'éducation et de la culture olympique dans la construction d'un monde en harmonie.

« L'universalisme du sport en fait une langue et une valeur communes à tous en face desquelles les conflits culturels et les convictions politiques s'atténuent », a souligné Pierre Sané, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines, à l'ouverture du Forum. Une conviction partagée par les participants à cet événement qui n'ont pas manqué de faire valoir la contribution du monde sportif au développement d'une société globale et multiculturelle.

Parce que les valeurs olympiques et les pratiques sportives peuvent participer à l'édification d'un monde plus pacifique, les délégués, venus de plus de 150 pays, ont notamment insisté pour que le CIO apporte une aide à la formation des éducateurs olympiques et encourage les CNO à se préoccuper de l'enseignement des valeurs éthiques universelles. Dans une Déclaration adoptée à l'unanimité, ils ont « instamment »

demandé aux CNO des pays en développement de créer des centres d'information et de documentation, ainsi que des musées, qui leur permettront de préserver leur héritage sportif et olympique.

De manière tout aussi pressante, ils ont invité tous les partenaires du Mouvement olympique à attacher une plus grande attention à l'activité physique, ainsi qu'aux personnes handicapées et aux populations défavorisées, leur demandant également de veiller à l'égalité des sexes dans le cadre de toutes leurs activités, ainsi que dans le recrutement des volontaires.

Appelant l'UNESCO à encourager « une coopération fructueuse » entre les ministères en charge de l'éducation, de la jeunesse et du sport, les participants à ce 5^e Forum mondial ont également insisté pour que l'Organisation fasse tout son possible pour faire ratifier dans les plus brefs délais la Convention internationale contre le dopage dans le sport. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Marcellin Dally, m.dally@unesco.org, Tél. : +33 1 45 68 45 36

➔ 11^e Congrès Mondial du Sport pour Tous

La 11^e édition du Congrès Mondial du Sport pour Tous s'est tenue à La Havane (Cuba), du 31 octobre au 3 novembre derniers, sur le thème « Activité physique : avantages et enjeux ». Organisé par le gouvernement cubain, l'UNESCO, l'OMS et l'Association Générale des Fédérations Internationales de Sports, sous le haut patronage du CIO, ce congrès a notamment traité des besoins spécifiques des pays en développement et de la prise en compte du vieillissement des populations dans les pays développés. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : secretariado@sportforallcuba2006.com

Un Observatoire des femmes et du sport

Déclarée Année européenne de l'égalité des chances pour tous, 2007 sera-t-elle également l'année de la création d'un Observatoire mondial des femmes, du sport et de l'éducation physique ?

L'idée d'un tel Observatoire avait reçu le soutien de la 4^e Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport, qui s'était tenue en 2004 à Athènes (Grèce). Cette dernière avait alors adopté une recommandation en ce sens et suggéré qu'un projet concret soit soumis à l'UNESCO.

Voilà qui est chose faite, puisqu'un avant-projet, exclusivement financé par la Grèce, a été soumis, en octobre dernier, aux membres du Conseil exécutif de l'unesco qui ont décidé de le présenter à leur tour aux 192 États membres de l'Organisation, qui se réuniront en Conférence générale en 2007.

Pour le gouvernement grec, porteur de cette proposition, l'Observatoire contribuera grandement à l'organisation et à la systématisation de l'information et des données existantes sur les femmes, le sport et l'éducation physique. Son caractère novateur pourrait, par ailleurs, en faire un cas exemplaire de contribution d'un État membre à l'un des objectifs de l'unesco : faire mieux prendre conscience des avantages importants à tirer de la valeur éducative, sociale et morale du sport et de l'éducation physique, ainsi que de leur rôle crucial dans la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous et des Objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

María Boavida, m.boavida@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 45 35



© Emily Greenstein

Convention contre le dopage : 3 pays doivent encore signer

Un an après son adoption par la Conférence générale de l'UNESCO, le 19 octobre 2005, il ne manquait plus que l'engagement de 3 pays pour que la Convention internationale contre le dopage dans le sport entre en vigueur. Fin 2006, 27 États avaient en effet déposé un instrument de ratification : la Suède, le Canada, le Danemark, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, l'Australie, Monaco, l'Islande, les Îles Cook, le Nigeria, la Lettonie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Nauru, les Seychelles, Maurice, la Lituanie, la Jamaïque, la Chine, les Bahamas, le Pérou, le Mozambique, l'Espagne, la Roumanie, le Niger, l'Ukraine, la Bolivie et les Pays-bas.

Dès que le nombre de 30 pays aura été atteint, la Convention entrera en vigueur et une session de la Conférence des États Parties pourra être convoquée. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Paul Marriott-Lloyd**, p.marriott-lloyd@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 45 33

OUTILS

Informer les jeunes

Une brochure contre le dopage dans le sport vient d'être publiée, en anglais et en français, par l'UNESCO, en partenariat avec l'Agence mondiale antidopage. Mettant l'accent sur le franc jeu

et l'éthique sportive, elle fournit un aperçu du Code mondial antidopage et explique les substances et méthodes interdites. Cet outil pédagogique à destination des jeunes sera bientôt disponible en chinois et en espagnol. ¶

Pour se procurer la brochure : **Paul Marriott-Lloyd**, p.marriott-lloyd@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 45 33



© DR

Diogène en quête des origines

Consacré à la naissance de la pensée symbolique et du langage, le n° 214 de la revue *Diogène* vient de paraître et s'attaque avec art à la naissance de l'esprit humain et aux origines de la dite « modernité culturelle ».

À l'occasion du xv^e Congrès mondial des sciences pré et protohistoriques qui s'est tenu à Lisbonne (Portugal) en septembre 2006, un numéro spécial de *Diogène* vient de paraître en français, sous la direction de Maurice Aymard et Luca Maria Scarantino.

Publiée avec le concours de l'UNESCO, la revue du Conseil International de la Philosophie et des Sciences Humaines rassemble, dans ce volume, une dizaine d'articles de chercheurs en sciences humaines qui tous s'attachent à explorer les ressorts du processus d'hominisation, caractérisé entre autres par l'apparition de la pensée symbolique et du langage.

Quelles sont les interactions entre l'apparition des premières formes d'art et les structurations de l'esprit humain ? Comment la réflexion sur les conditions de l'apparition du langage humain revient à identifier

les moments fondateurs de l'homo *sapiens sapiens* ?

De l'article d'Emmanuel Anati qui montre comment l'apparition des premières formes d'art marque le début du développement de l'esprit humain à celui de Marcel Otte qui s'intéresse aux origines du langage reconnu comme le caractère humain le plus central, les auteurs mettent en lumière l'émergence des possibilités d'action de l'homme sur le monde. Depuis quand l'homme est-il dit « moderne » ? Comment définir la « modernité culturelle » ?

Ce numéro multiplie les points de vue et les angles d'attaque pour répondre à la question cruciale des origines de l'homme et de son « être au monde », pour reprendre la terminologie heideggerienne. Autant d'interrogations qui contribuent à remettre à l'ordre du jour l'idée d'une fraternité initiale, d'une naissance commune des imaginations de l'humanité, pensées que l'on tend aujourd'hui à oublier. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter : **Frances Albernaz**, f.albernaz@unesco.org, tél. : + 33 1 45 68 39 53
Diogène n°214, « Naissance de la pensée symbolique et du langage », avril-juin 2006, 173 p., 12 €. ISBN 2130557302.

Revue internationale des sciences sociales

n° 189. Le premier dossier du numéro revient sur le Forum international sur l'interface entre politiques et sciences sociales. Par un choix de textes présentés en séance plénière, il s'agit de rappeler les objectifs et les enjeux d'une dynamisation de la relation entre recherche et action publique. Les travaux du Forum seront repris de manière plus thématique dans chacun des numéros de la RISS en 2007. Le second dossier, consacré au rôle des acteurs des conflits civils dans les processus de retour à la paix, comprend des études de cas sur l'Irlande du Nord, le Rwanda, la Bosnie, les « Pieds-Noirs » en France, le Salvador et l'Afrique du Sud.

Revue internationale des sciences sociales n° 189, septembre 2006. UNESCO / Erès, 20 €

n° 190. Qu'il s'agisse des systèmes de retraite, de la santé ou du marché du travail, la transformation de la pyramide des âges n'apparaît comme « problème » que parce que les personnes âgées sont considérées inactives. Pourtant, le vieillissement peut être envisagé comme une chance à saisir plutôt qu'un obstacle à surmonter. Cette notion d'un vieillissement « actif » est-elle cohérente ? Qu'implique-t-elle pour l'évolution des systèmes économiques et sociaux ? À travers des études de cas tirés d'expériences nationales différentes, le dossier principal de ce numéro de la RISS dresse un premier bilan. ¶

Revue internationale des sciences sociales n° 190, décembre 2006. UNESCO / Erès, 20 €

Journée mondiale de la philosophie 2006 : cahier spécial au prochain numéro



© Mohamed Benassi / UNESCO

Autour du 3^e jeudi du mois de novembre, des milliers de personnes se sont rassemblées pour participer aux divers événements organisés à travers le monde et notamment au Maroc.

Si l'on dit souvent que le hasard fait bien les choses, il arrive parfois que les calendriers aussi. En 2006, la Journée mondiale de la philosophie, célébrée chaque 3^e jeudi du mois de novembre, coïncidait avec la Journée internationale de la tolérance, célébrée le 16 novembre...

Et quelle meilleure manière de rappeler que les événements organisés, partout dans le monde, pour honorer la réflexion philosophique, constituent autant d'occasions d'encourager les individus à accueillir des idées et des modes de pensée différents, tout en suscitant un débat public entre les intellectuels et la société civile sur les défis auxquels nos sociétés sont aujourd'hui confrontées ?

En 2005, l'inscription de la Journée de la philosophie au calendrier des Journées mondiales avait donné lieu à un événement « spécial » au Chili. En 2006, c'est dans le pays à l'origine même de cette proclamation que s'est tenu l'événement « phare » de cette célébration : le Maroc.

Du 15 au 17 novembre, à Rabat, plusieurs événements rassemblèrent des centaines de personnes et en particulier la conférence d'ouverture sur le thème « La philosophie et la condition du monde moderne ». Différentes tables rondes, un Café philosophique, un salon du Livre et une exposition d'Art vivant, organisés pour célébrer la philosophie dans le royaume chérifien rencontrèrent également un vif succès.

Au même moment, au siège de l'UNESCO, à Paris, se tenaient deux colloques, l'un sur « Un siècle avec Levinas : Levinas-Blanchot, penser la différence », l'autre sur « La philosophie comme pratique éducative et culturelle : une nouvelle citoyenneté ». Les visiteurs étaient également invités à découvrir deux expositions : celle du peintre Philippe Maurice et une installation du « Collectif fragmentaliste ».

Dans de très nombreux pays, sous diverses formes, la réflexion philosophique était également célébrée, et notamment au Bénin, au Burundi, au Cameroun, au Canada, en Colombie, au Congo, aux États-Unis, en Éthiopie, à Fidji, en Finlande, au Ghana, au Kenya, au Mali, au Mexique, en Namibie, au Népal, au Nigeria, au Sénégal, au Sri Lanka, en Tanzanie, à Panama, aux Philippines, en République dominicaine, en Suisse, au Viet Nam, au Zimbabwe, et bien évidemment en Turquie où, à l'invitation du gouvernement, l'événement principal de l'édition 2007 sera organisé.

Le prochain numéro de *SHS Regards*, à paraître au mois de mars 2007, consacrera un cahier spécial à cette célébration. ¶

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Kristina Balalovska, k.balalovska@unesco.org, tél. : +33 1 45 68 38 02

DÉCEMBRE 2006

1^{er} décembre : Journée mondiale contre le Sida (a.tayftall@unesco.org)

6-9 décembre : 5^e réunion de la COMEST. Dakar, Sénégal. (h.tenhave@unesco.org)

10 décembre : Séminaire en direction des décideurs politiques sur le programme mondial pour la promotion de l'éducation aux droits de l'homme dans les écoles. Bujumbura, Burundi. (y.matuturu@unesco.org)

11-12 décembre : 3^e réunion de travail du groupe de recherche ONU-Habitat / UNESCO sur les « politiques urbaines et le droit à la ville ». Paris, France. (b.colin@unesco.org)

11-13 décembre : Consultation nationale sur la pauvreté et les droits humains. Buenos Aires, Argentine. (t.escotto-quesada@unesco.org)

11-19 décembre : Programme de formation international sur les sports de lutte traditionnelle. Abidjan, Côte d'Ivoire. (m.boavida@unesco.org)

15 décembre : Dialogue avec la société civile sur la pauvreté saisie par les droits humains. Cotonou, Bénin. (ma.tevoedjre@unesco.org)

18 décembre : Journée internationale des migrants. (p.deguchteneire@unesco.org)

18-20 décembre : Congrès international sur les religions et la médiation en zones urbaines. Barcelone, Espagne. (p.deguchteneire@unesco.org)

PREMIER SEMESTRE 2007

15-19 janvier : Conférence sur l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Praia, Cap-Vert. (iva.cabral@parlamento.cv)

20-26 janvier : Réunion « De la recherche en sciences sociales à l'action politique », organisée par le programme MOST de l'UNESCO, en marge du Forum Social Mondial. Nairobi, Kenya. (g.solinis@unesco.org)

22-24 janvier : Séminaire international sur le développement social durable des quartiers historiques, Beijing, Chine. (g.domenach-chich@unesco.org)

12-13 février : 2^e Forum des ministres du Développement social de la Communauté Économique d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Conakry, Guinée. (c.golden@unesco.org)

12-16 février : Atelier régional sur « Initiative de la jeunesse sur le VIH/SIDA, les questions de genres et de droits humains ». Bujumbura, Burundi. (y.matuturu@unesco.org)

15-16 février : Réunion d'experts pour l'élaboration des lignes directrices pour la relecture des DSRP à la lumière des droits humains. UNESCO, Paris, France. (c.tekaya@unesco.org)

26 février-2 mars : 2^e Université d'été MOST-UNESCO pour l'Amérique latine et les Caraïbes : « la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales dans les politiques de développement locales ». Salvador de Bahia, Brésil. (g.solinis@unesco.org)

27 février-1 mars : Réunion internationale « Restitution des résultats des recherches financées à travers le projet des petites bourses de recherche sur la pauvreté et les droits humains ». Lisbonne, Portugal. (c.tekaya@unesco.org)

8 mars : Célébration de la Journée internationale des femmes. UNESCO, Paris, France. (sg.corat@unesco.org)

21 mars : Célébration de la Journée internationale de lutte contre les discriminations. UNESCO, Paris, France. (j.morohashi@unesco.org)

29 avril-4 mai : Conférence collective de UNISOL, SAHARA, TICH et NACC : « Innovations dans l'accès à la prévention, au traitement et aux soins du VIH/SIDA, » Kisumu, Kenya. (c.von-furstenberg@unesco.org)

4-5 mai : Conférence internationale « Politiques urbaines et intégration sociale et spatiale des migrants ». Venise, Italie. (b.colin@unesco.org)